

## DESK REVIEW

Assi Jos#233; Carlos KIMOU;Alban AHOURE ;Patricia Kouyat#233; ;Walter KRA  
;  
Isabelle Becho ;Boniface Kouadio;Dj#233;lika Coulibaly;Fid#232;le Boza;

© 2021, ASSI JOSÉ CARLOS



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

*IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 109196-001-Analysis of the effect of youth employability on urban violence during the post-conflict period in Côte d'Ivoire*

---

**« ANALYSE DE L'EFFET DE L'EMPLOYABILITE DES JEUNES SUR LA VIOLENCE  
URBAINE EN PERIODE POST-CONFLIT »**

**DESKTOP REVIEW**

**(Version Révisée)**

**Février 2021**

**Employabilité des Jeunes et Violence Urbaine en Côte d'Ivoire:  
UNE ANALYSE SITUATIONNELLE**

**Equipes de recherche :**

Prof. KIMOU Assi José Carlos, Chargé de Projet

Membres de l'équipe de recherche

Prof. AHOURE Alban A. E, Directeur de la CAPEC

Prof. KRA Walter, Chercheur sur le projet

Dr Kouyaté Patricia, Chercheur sur le projet

Mlle COULIBALY Djelika, doctorante du projet

M. BOZA Boza Fidèle, doctorant du projet

08 BP 1295 Abidjan 08 - Tél. : (225) 22 44 41 24 - Fax : (225) 22 48 51 68 E-mail :  
[capec@afnet.net](mailto:capec@afnet.net) - [www.capec-ci.org](http://www.capec-ci.org) / Sise au CIREs, Bd. Latrille, près du Lycée  
Classique d'Abidjan

## Sommaire

Introduction .....	4
CHAPITRE 1 : Fondements théoriques et empiriques de la violence .....	6
I. Les fondements théoriques de la violence.....	6
II. Fondements empiriques de la violence .....	9
CHAPITRE 2 : Analyse de la violence en Côte d'Ivoire.....	12
I. Analyse du contexte socioéconomique .....	12
II. Evolution de la violence, de l'emploi et du chômage des jeunes en Côte d'Ivoire .....	13
II. Politiques de lutte contre la violence des jeunes.....	17
Chapitre 3 : Relation entre employabilité et violence .....	19
I. Relation entre employabilité et violence .....	19
II. Evolution de la violence chez les jeunes.....	25
III. Evolution de l'emploi et du chômage des jeunes en Côte d'Ivoire .....	26
IV Alternatives de résilience des jeunes face à la crise du chômage et à la pauvreté .....	35
Chapitre 4 : les politiques publiques d'insertion et leurs limites .....	38
I. Cadre réglementaire et institutions des politiques publiques d'insertion des jeunes .....	38
II. Limites des politiques publiques d'insertion des jeunes.....	42
Conclusion.....	42
BIBLIOGRAPHIE .....	44

## Liste des tableaux et figures

Tableau 1:Evolution du nombre de jeune interpellé par la police en fonction de l'âge .....	15
Tableau 2:Population en âge de travailler .....	27
Tableau 3:Taux de jeunes au chômage.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Figure 1: Croissance annuelle du PIB (%) .....	12
Figure 2:Evolution des jeunes incarcérés de 2012 à 2017 .....	14
Figure 3: Infractions commises par les jeunes incarcérés de 2012 à 2017.....	15
Figure 4:Les affaires connues par la brigade des mineurs de 2012 à 2017 .....	16
Figure 5:Infractions commises par les jeunes par catégories de 2012 A 2017 .....	16
Figure 6: intersection de la violence psychologique, physique.....	25

## Introduction

La violence est source d'externalité négative aux multiples conséquences. Un niveau de violence élevé dans un pays donné est un signe de la faillite de l'Etat à fournir un niveau adéquat de sécurité indispensable à l'accumulation du capital physique, à la construction du capital humain et donc à la promotion du génie individuel, source de progrès pour cette société. L'OMS (2002) identifie plusieurs formes de violence, partant de la violence auto-flagellée, à la violence collective y compris la violence politique, dont les coûts directs et indirects peuvent être évalués des milliards de dollars.

Après une décennie de conflits, la Côte d'Ivoire est maintenant relativement stable, mais la violence demeure une réalité quotidienne pour un grand nombre d'enfants et d'adolescents, particulièrement les filles. Les dernières données montrent que la violence est généralisée à la maison, à l'école et dans la communauté.

Un récent rapport du Guardian a révélé que la Côte d'Ivoire était le troisième pays le plus dangereux au monde à être un jeune, juste derrière la Sierra Leone et la Syrie. De nouvelles formes d'actes extrêmement violents par des bandes de jeunes d'Abidjan ont fait la une des journaux et les réseaux sociaux. L'UNICEF a récemment entrepris des recherches avec l'ONG Interpeace sur le phénomène pour mieux comprendre cette crise urbaine. Les jeunes connus dans les rues sous l'appellation des «microbes», utilisent des couteaux et des machettes pour attaquer leurs victimes et voler leurs biens.

Face à cette situation, l'Etat de Côte d'Ivoire a entrepris plusieurs mesures en vue d'endiguer ou de prévenir la violence chez les jeunes. Il s'agit entre autres de la mise en place du Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement (SCAED), de la formation professionnelle des jeunes en milieu carcéral pour leur réhabilitation, et de la sensibilisation et d'une meilleure organisation des jeunes dans le transport informel des motos-taxis. Aussi quoique les Taxis-motos (transport de biens et de personnes) ne soient pas formellement reconnus par les autorités, ils apparaissent comme une réponse au chômage et à la violence dans le milieu de par leurs coûts d'acquisition modestes et les potentialités d'emplois (informels) et de revenus qu'ils génèrent. Cependant, très peu de travaux ont cherché à appréhender l'incidence de ces initiatives en faveur de l'employabilité des jeunes sur la propension à la violence. De même, avec le retour à la normalisation, certaines prisons ont été réhabilitées et

des actions sommaires de resocialisation pour mineurs (alphabétisation et formation professionnelle) sont lancées dans quelques prisons ivoiriennes, la plupart par des Organisations de la Société Civile.

Notons que l'Etat de Côte d'Ivoire a fait de la promotion d'une croissance économique soutenue, favorable à la création d'emplois au profit des jeunes, les prémices de la stabilité et de la consolidation de la paix. En effet, il est attendu qu'une croissance économique forte par son effet d'entraînement positif sur l'emploi devrait réduire le chômage endémique des jeunes, toutes choses qui devraient favoriser leur inclusion dans le tissu économique et par ricochet réduire la propension à rechercher d'autres occupations illégales, par la voie de la violence, spécifiquement.

Aussi, toutes ces initiatives semblent-elles s'inscrire dans la droite ligne de la théorie économique de la criminalité (de la violence) qui suggère que l'individu neutre face au risque, s'inscrit dans une activité illégale (violente) faute de possibilités d'occupation sur le marché légal du travail. Il apparaît dès lors important d'interroger leur efficacité dans la réduction de la violence juvénile. Une telle démarche permettrait d'éclairer les décideurs sur la justesse de leurs interventions afin d'en renforcer la mise en œuvre.

Ainsi, le présent rapport se structure-t-il autour de quatre principaux chapitres. Le premier chapitre intitulé Fondements théoriques et empiriques de la violence, passe en revue des analyses théoriques et empiriques y afférentes. Le deuxième chapitre a trait à l'analyse de la violence en Côte d'Ivoire, il aborde l'évolution récente de l'économie ivoirienne. Le troisième chapitre quant à lui traite de la relation entre l'employabilité et la violence. Enfin le quatrième chapitre aborde les politiques publiques d'insertion et de leurs limites.

## CHAPITRE 1 : Analyse théorique et conceptuelle de la violence

La connaissance des fondements théoriques de la violence passe nécessairement par la définition de ses diverses formes et dimensions.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (2002), la violence est la menace ou l'utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir contre soi-même, contre autrui ou contre un groupe ou une communauté qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, un décès, des dommages psychologiques, un mal développement ou des privations.

D'un point de vue du comportement économique, la violence est à la fois organisée et est une activité collective et profondément personnelle, à la fois rationnelle et émotionnelle et englobe un fondement vers une théorie générale de la violence.

### I. Les fondements théoriques de la violence

La violence est un concept très vaste qui implique en général plusieurs champs d'analyse tels que la biologie, la sociologie, la psychologie, le droit, l'économie. Chacune de ces analyses s'intéresse à un aspect précis du problème.

Pour les biologistes, Lombroso (1876) explique le comportement violent des individus par un dysfonctionnement biologique, une anomalie génétique ou un trouble de la personnalité. La violence dérive ainsi d'une absence de contrôle de soi.

Pour les théories sociologiques, la source principale du comportement violent des jeunes se trouve dans la structure politique et économique de la société (Tarde et Lacassagne 1890). En effet, la désorganisation sociale entraîne des réactions spontanées de formation des bandes de jeunes (Durkheim, 1897). Dans cette désorganisation, les groupes désavantagés cherchent des moyens pour pouvoir survivre. Les bandes ou groupes se forment afin de créer une société capable de répondre aux besoins et d'améliorer les conditions de vie. Dans ces conditions, on comprend que l'introduction des drogues, la formation des « ghettos », le recrutement de petits dealers dans les quartiers populaires. Thrasher (1927), les gangs comblent un manque (ce que la société ne parvient pas à donner) et offrent une échappatoire à la misère. La violence devient comme une solution pour les jeunes qui n'ont pas de liens sociaux avec la communauté et les institutions. Pour Miller (1958), la classe marginale est plus exposée à la violence. Les quartiers pauvres, caractérisés un faible niveau de capital humain, de qualification et de compétences

techniques, l'inexistence de réseaux d'information sur l'emploi conduisent les jeunes dans des activités violentes (vols à mains armées, cambriolage).

L'analyse économique va dans le sens d'une société qui tolère un niveau de violence acceptable. La violence devient préoccupante si les coûts sociaux engendrés sont plus élevés. La violence est considérée comme un acte illégal. En effet, l'individu qui s'engage dans la violence cherche avant tout à satisfaire ses intérêts et donc choisit les moyens les mieux adaptés. Le passage à un acte violent est donc le fruit d'un choix rationnel, l'analyse coût-avantage auxquels s'ajoutent les facteurs de motivation (Becker, 1968). Dans la théorie économique, l'individu s'engage dans les actes violents si ceux-ci paient. De ce point de vue, les actes violents commis sans aucune considération économique ne sont pas pris en compte.

Le modèle économique illustre bien le rôle du revenu dans la décision de commettre les actes violents. La décision de commettre un acte violent ou non dépend donc des opportunités sur le marché du travail légal. Les individus sont engagés dans des comparaisons interpersonnelles de leur revenu et de leur position sociale, ce qui va générer un sentiment de privation ou de satisfaction relative, en fonction de la place de l'individu dans la société, Stark (1991). Pour Levitt et Lochner (2001), les individus appartenant à une classe défavorisée (pauvre) sont souvent privés de l'accès au niveau décisionnel de la société, contrairement aux classes favorisées. Ils se trouvent donc dans une position difficile, cela peut engendrer un sentiment de mise à l'écart et générer une rébellion face à une société.

Contrairement à Becker (1968), Mocan et al (2000) proposent un modèle économique dynamique. En effet, les individus font des choix à un moment donné sans tenir compte de l'impact de ce choix sur les opportunités futures. Tout comme les activités légales, un individu qui s'engage dans des activités violentes devient plus qualifié. Il acquiert une expérience en améliorant son capital humain illégal. Avec l'expérience acquise dans ce secteur, l'individu peut passer de petits actes violents (vols avec armes blanches, vols avec violence...) aux actes très violents (gang, braquage à mains armées, terrorisme,...).

### 1.1 Typologie de la violence

Selon le rapport de l'OMS (2002) sur la violence et la santé, il y a trois catégories ou types de violences : la violence auto-infligée, la violence interpersonnelle, la violence communautaire ou collective.

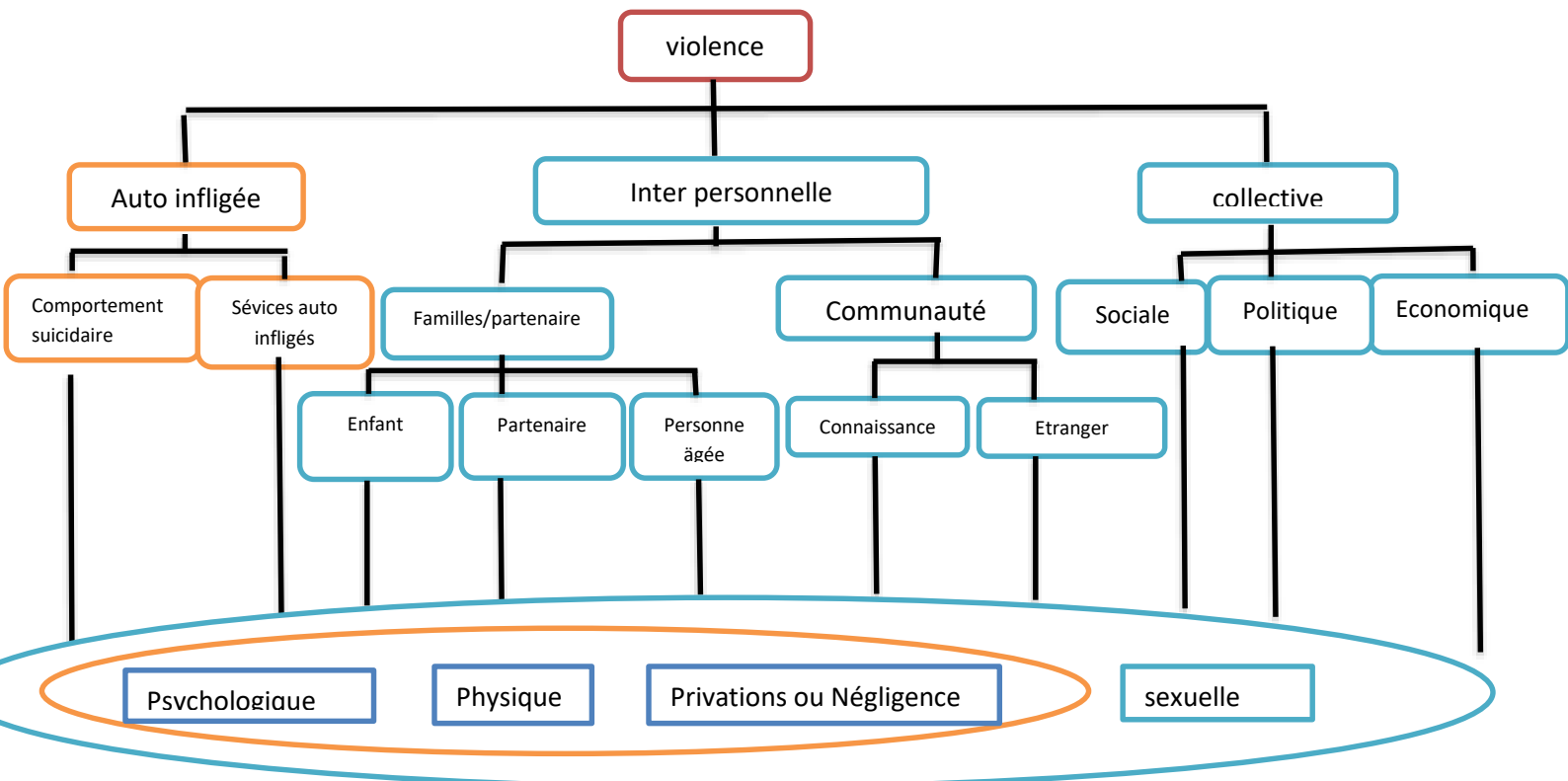


**La violence auto-infligée** se réfère à la violence exercée par une personne contre elle-même. Elle inclut les comportements suicidaires et l'automutilation. Le comportement suicidaire comprend les pensées suicidaires, les tentatives de suicide et les suicides réussis. Les sévices auto-infligés comprennent l'automutilation et l'usage inapproprié de substances.

**La violence interpersonnelle** est la violence qui se produit entre les individus. La violence interpersonnelle se produit entre des personnes qui se connaissent. Elle peut survenir dans les maisons, dans les écoles, sur le lieu de travail et en milieu institutionnel. Ses formes sont diverses : mauvais traitements infligés aux enfants, intimidation et harcèlement, violence familiale et maltraitance des personnes âgées.

**La violence communautaire** ou **collective** est un type de violence interpersonnelle qui se produit au niveau communautaire (par exemple en milieu urbain) entre des personnes qui peuvent ou non se connaître<sup>6</sup>. Les formes courantes de violence communautaire comprennent la violence par des gangs, la violence venant des supporters d'équipes sportives, la violence commise par les foules et la criminalité sporadique.

### Typologies de la violence



**Source : OMS (2002).**

### 1.2. Mesure de la violence

La mesure de la violence est complexe et n'est pas exhaustive. Toutefois, certaines variables définissent cette mesure :

- les variables décrivant l'ampleur de la violence et ses conséquences ;
- les variables permettant de comprendre les facteurs augmentant le risque d'être victime d'actes violents ou d'en commettre ;
- les variables déterminant l'efficacité des programmes de prévention de la violence.

### 1.3. Racines de la violence

Aucun facteur n'explique à lui seul pourquoi certaines personnes sont violentes envers d'autres ou pourquoi la violence est plus courante dans certaines communautés que dans d'autres. La violence résulte de l'interaction complexe de facteurs individuels, relationnels, sociaux, culturels et environnementaux. Il est important de comprendre le lien entre ces facteurs et la violence.

## II. Analyse empirique de la violence

Per Olof Wikström (2009) et Kyle Treiber (2009) définissent la violence comme «Action situationnelle», ce qui implique que les actes de violence sont des actions morales et doivent donc être expliqués dans un cadre qui intègre explicitement la prise de décision morale. Ils affirmant qu'un comportement violent est toujours lié par des règles (sinon toujours par des règles morales), ils proposent leur Action situationnelle Theory comme théorie générale de la violence. Action situationnelle Theory se concentre en particulier sur la régulation de la nature de la violence dans les sociétés telles que les guerres, la violence des gangs, et les massacres impliquant tous des règles, le respect des règles, et aussi la violation des règles. C'est la régulation de la violence qui transforme une théorie générale du crime en une théorie générale de la violence.

### 2.1. Jeunes et la violence

Comment la violence commence-t-elle chez les jeunes? La violence peut se développer de façons différentes chez les jeunes. Certains enfants manifestent dans la petite enfance des problèmes de comportement qui dégénèrent peu à peu en formes d'agressivité plus graves

avant et pendant l'adolescence. De 20 % à 45 % des garçons et de 47 % à 69 % des filles qui commettent des délits graves à l'âge de 16–17 ans sont sur un cheminement de développement persistant tout au long de la vie. Les jeunes qui entrent dans cette catégorie commettent les actes violents les plus graves et récidivent souvent dans leur comportement violent à l'âge adulte (entre 51 et 54 ans). Quels sont donc les facteurs de risque? Au niveau individuel, les facteurs qui influent sur le risque de comportement violent sont, notamment, biologiques, psychologiques. Dans une étude réalisée à Copenhague, au Danemark, Kandel & Mednick ont suivi plus de 200 enfants nés entre 1959 et 1961. Leur recherche montre que des complications à l'accouchement constituent un facteur de prévision d'arrestation pour violence jusqu'à l'âge de 22 ans. Quelque 80 % des jeunes arrêtés pour infraction avec violence avaient connu des complications à l'accouchement, comparés à 30 % parmi ceux arrêtés pour des infractions contre des biens et 47 % parmi les jeunes sans casier judiciaire. Toutefois, les complications pendant la grossesse ne permettaient pas vraiment de prédire la violence. Les complications pendant l'accouchement étaient fortement liées à une violence future lorsqu'un des parents avait souffert de troubles psychiatriques. Dans ces cas, 32 % des garçons dont la naissance avait présenté des complications importantes étaient arrêtés pour violence, comparé à 5 % chez ceux dont la naissance avait présenté peu ou pas de complications.

Dans une étude portant sur 18 pays industrialisés et sur la période allant de 1950 à 1980, Gartner en 1990 conclut que l'inégalité de revenu, calculée en utilisant le coefficient de Gini, a un effet important et positif sur le taux d'homicide. Fajnzylber, Lederman & Loayza (120) arrivent à la même conclusion dans une enquête portant sur 45 pays industrialisés et en développement et visant la période qui va de 1965 à 1995.



## CHAPITRE 2 : Etat de la violence en Côte d'Ivoire

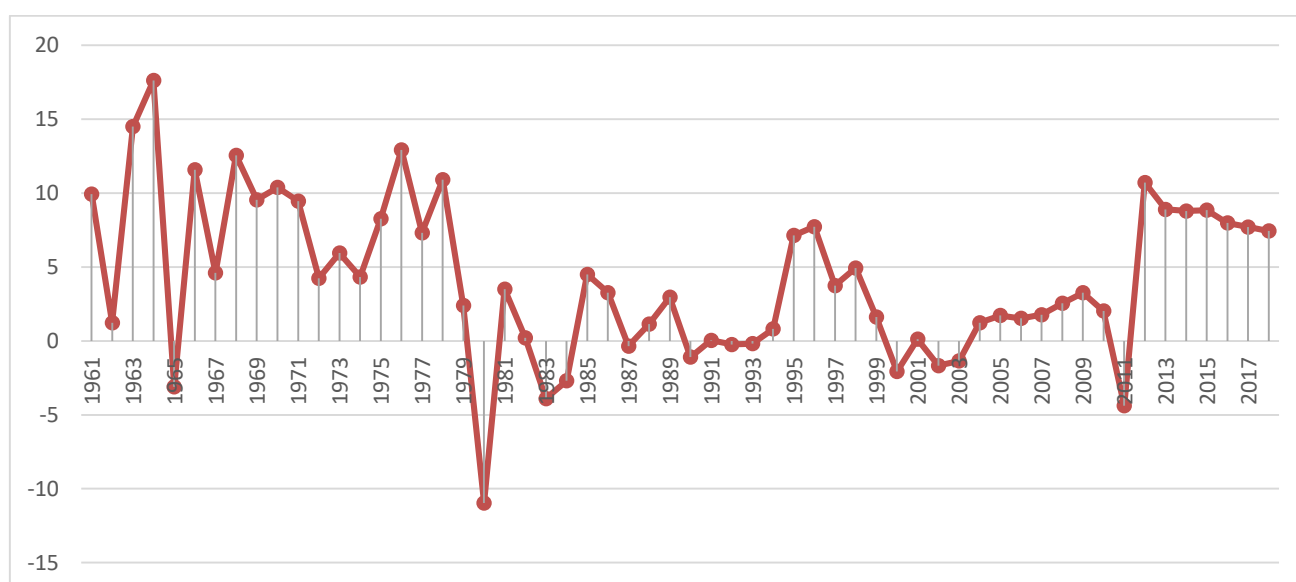
### I. Analyse du contexte socioéconomique

Le contexte économique et social de la Côte d'Ivoire est caractérisé par une situation économique favorable qui rencontre toutefois, des limites.

#### 1.1. Evolution de la situation économique et sociale

La Côte d'Ivoire a enregistré, en moyenne de 2012 à 2018, un taux de croissance économique annuel de plus de 7%. Le PIB par habitant a augmenté de 33% de 2010 à 2017c. Cette performance s'explique par le rebond de l'agriculture et démontre la capacité de résilience de la Côte d'Ivoire face aux chocs internes et externes.

*Figure 1: Croissance annuelle du PIB (%)*



**Source CAPEC à partir des données de la banque mondiale (2020)**

L'amélioration du climat des affaires demeure une condition sine qua non au maintien d'un régime de croissance soutenu à moyen terme. Depuis 2011, de nombreux progrès ont été réalisés notamment sur les plans juridique (codes des investissements, minier, de l'électricité, des télécommunications...) et institutionnel (création du tribunal du commerce, du guichet unique ...). En 2018 puis en 2019, le pays a gagné respectivement 17 puis 12 places dans le classement Doing Business pour se hisser au 110ème rang mondial sur 190 pays. Néanmoins, de nombreux obstacles demeurent s'agissant notamment de la gouvernance (108ème place sur 176 pays au classement de Transparency International sur la perception de la corruption) ou encore de l'insécurité foncière. L'émergence d'un secteur privé local reste également entravée

par les difficultés d'accès aux financements. Pourtant, le secteur bancaire ivoirien présente des indicateurs dans l'ensemble bien orientés. Les autorités régionales doivent poursuivre les efforts pour améliorer l'inclusion bancaire : la Côte d'Ivoire affiche un taux de bancarisation faible de l'ordre de 22% de sa population, mais l'accès aux services financiers est porté à un peu plus de 70% en incluant l'usage de la monnaie électronique et la microfinance

## 1.2. Situation de la pauvreté et des inégalités en Côte d'Ivoire

Le niveau des dépenses pro-pauvres est passé de 885,2 milliards FCFA en 2010 à 2 290,8 milliards FCFA en 2018. Le taux de pauvreté qui est passé de 51% en 2011 à 46% en 2015 devrait se situer en deçà de ce niveau en 2018. Les différents investissements et les réformes stratégiques entreprises ont permis d'améliorer significativement les indicateurs socio-économiques. En 2012, le Gouvernement a élaboré le Plan National de Développement (PND) 2012-2015, avec pour objectifs de doter notre pays d'infrastructures de base dans les secteurs du transport, de l'énergie, de l'approvisionnement en eau potable, de la santé, de l'éducation, etc. Ce PND, d'un montant de 11.076 milliards de FCFA, a intégré une forte dimension sociale. Sur la base des acquis enregistrés, le second PND 2016-2020, d'un montant de 30.000 milliards de FCFA, actuellement en cours d'exécution, vise à consolider la dynamique de croissance, en la rendant encore plus inclusive (Ministère du plan 2019).

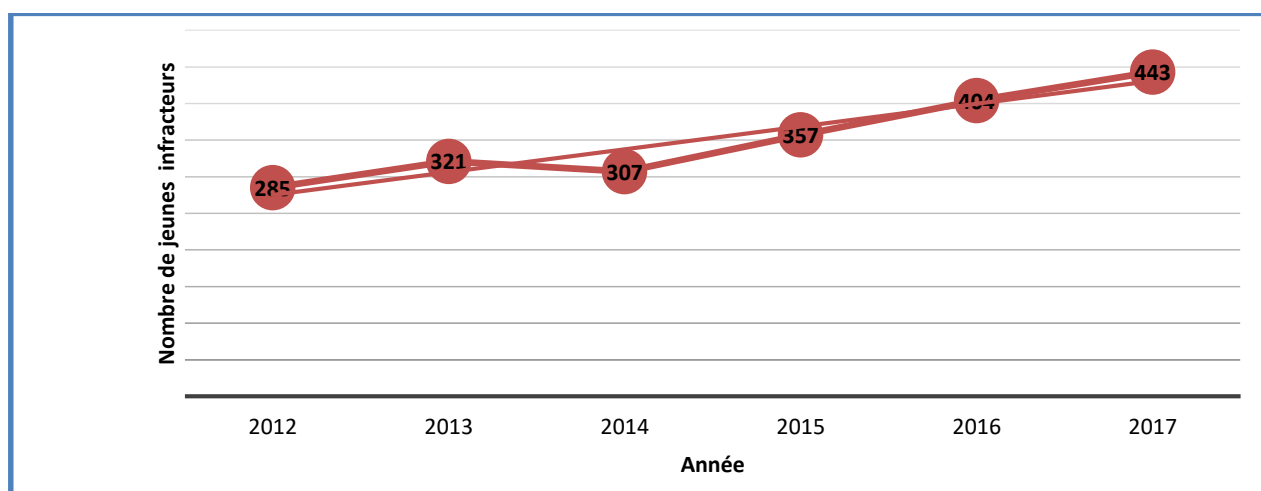
## II. Evolution de la violence, de l'emploi et du chômage des jeunes en Côte d'Ivoire .

### 2.1. Au niveau de la justice

Le nombre de jeunes judiciairisés a connu une augmentation depuis 2012. Il est passé de 285 à 452. Au total, ce sont 2134 jeunes dont 1622 placés sous Ordonnance de Garde Provisoire (OGP) ou 512 sous Mandat de Dépôt (MD) sur ces cinq ans.

La baisse de 2014 est due la réaction vigoureuse des autorités policières notamment l'installation d'unités d'intervention « anti-microbes », la brigade « anti-microbes » Cependant la baisse enregistrée entre 2013 et 2014 a été de courte durée.

Figure 2: Evolution des jeunes incarcérés de 2012 à 2017



Source : COM et MACA (2017)

Le système justice ivoirien classifie les infractions commises par ces jeunes en sept catégories :

**Vols simples** : regroupent les vols de marchandises, de portables, de somme importante d'argent ou non.

**Vols aggravés** sont des vols commis avec circonstances aggravantes (vol en réunion, vol de nuit, vol avec effraction ou escalade, vol avec port d'armes de x catégories)

**Violences et voie de faits (VVF)** : bagarre, bagarre de groupe ou de rue avec utilisation d'armes blanches, les coups et blessures volontaires.

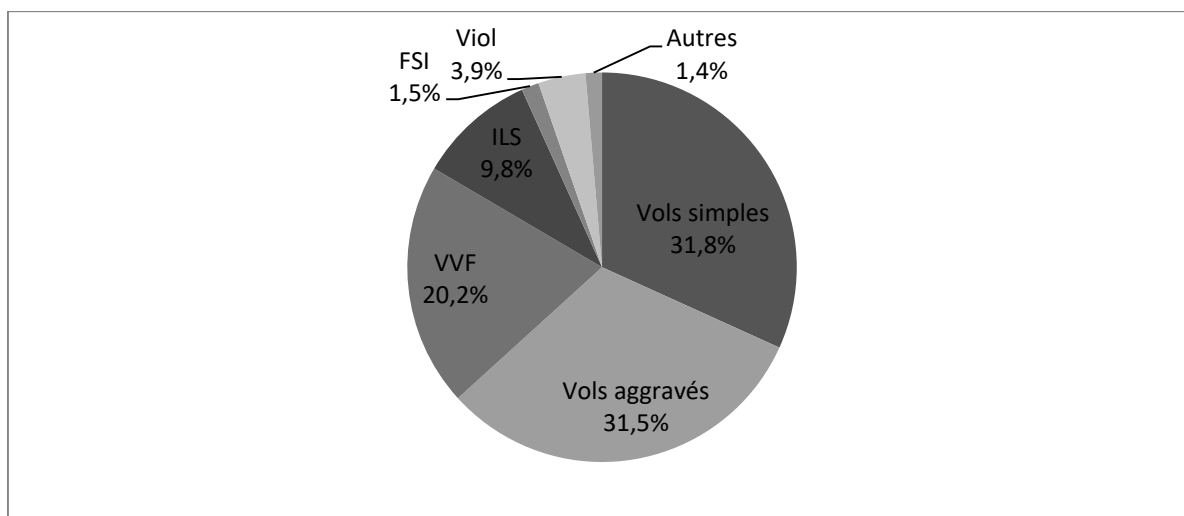
**Infraction à la législation sur les stupéfiants (ILS)**: consommation, vente et trafic de substances illicites (drogues et dérivés).

**Fraude au système informatique (FSI)** : l'utilisation du système informatique appelé communément cybercriminalité « broutage ».

**Viol** : agressions sexuelles, attentats à la pudeur sur mineur (consommés, avec violences)

**Les autres délits (AD)** qui regroupent les abus de confiance, recel, tentative de vol, escroquerie, trouble à l'ordre public.

*Figure 3: Infractions commises par les jeunes incarcérés de 2012 à 2017*



Source : COM et MACA (2017)

Les principales infractions commises sont les vols (simple et aggravé), les VVF, les ILS. En effet, les vols simples et aggravés représentent respectivement 31,8% et 31,5% de l'ensemble des infractions commises. Quant aux VVF, elles représentent 20,2% des infractions. Les ILS ne représentent que 9,8%.

Les crimes violents sont : les vols aggravés, les violences et voie de faits, les viols et Infraction à la législation sur les stupéfiants. En effet, les infractions comme les vols aggravés sont généralement commises en groupe (gang), accompagnées de violences et sous l'effet des substances illégales.

## 2.1. Au niveau de la police

En 2015, sur 83 791 personnes interpellées, 20948 soit 25% sont des jeunes dont l'âge est compris entre -20 à 30 ans. En 2016, les jeunes infracteurs représentent 2,22% des personnes interpellées par la police nationale. La baisse du nombre de jeunes délinquants s'explique par l'accentuation de la lutte engagée par les forces de Police contre le phénomène des jeunes en conflit avec la loi précisément dans les communes d'Abobo, d'Adjamé, d'Attécoubé et de Yopougon. En 2017, seulement 2,71% des personnes interpellées sont des jeunes.

*Tableau 1: Evolution du nombre de jeune interpellé par la police en fonction de l'âge*

Ages	2015	2016	2017
<b>-16 à 18ans</b>	20948	764	1171
<b>19 à +50 ans</b>	62843	33.578	42015

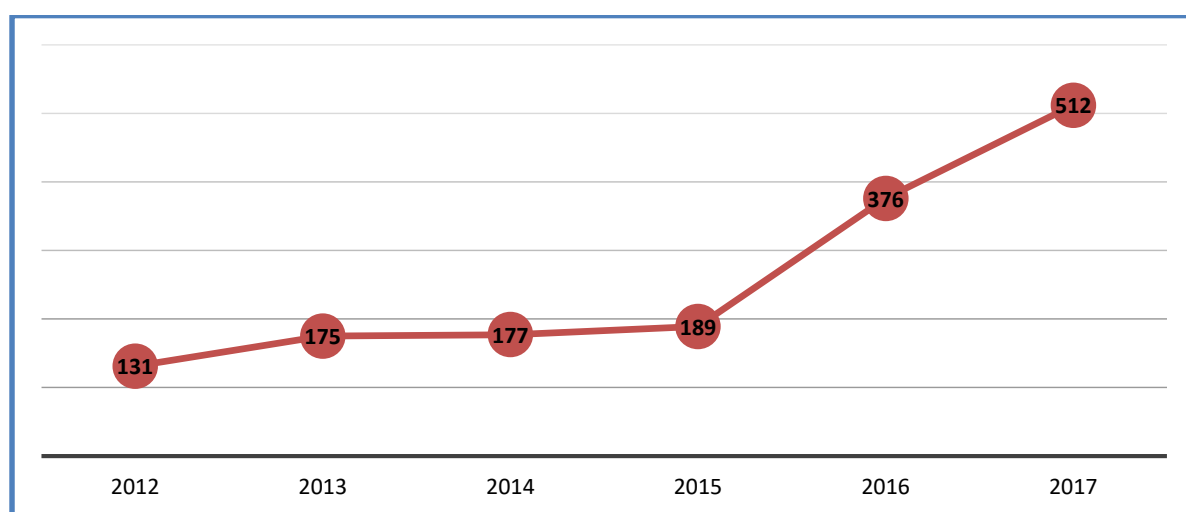


<b>Total</b>	83791	34342	43186
--------------	-------	-------	-------

Source : Direction générale de la police nationale (2017)

La Brigade des mineurs est la seule structure habilitée à recevoir les jeunes infracteurs. Cependant, dans la pratique, les postes de police et de gendarmeries reçoivent aussi souvent les cas des jeunes infracteurs. Cette situation arrive pour deux raisons. La première : les victimes ne sont pas informées de l'existence d'une brigade pour mineurs infracteurs. La deuxième raison : les faits constatés par les postes de police et de gendarmeries ne sont toujours pas transférés à la brigade des mineurs. Ils sont directement transférés au parquet.

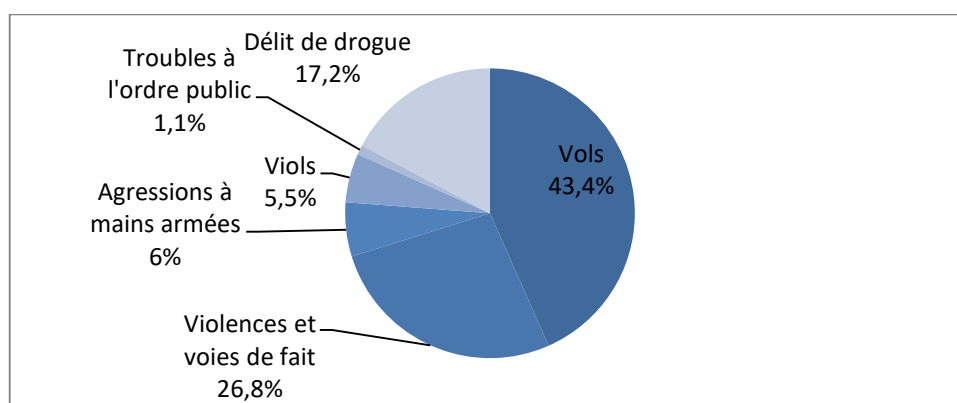
*Figure 4: Les affaires connues par la brigade des mineurs de 2012 à 2017*



Source : la Brigade des Mineurs (2017)

De 2012 à 2017, la brigade des mineurs a enregistré au total 1589 infractions commises par les jeunes. Les infractions traitées par la brigade des mineurs (les plaintes et les interventions policières) sont passées 131 en 2012 à 512 en 2017. En effet, Cette situation s'est accentuée en 2016 avec une augmentation brusque. Elles sont passées de 189 en 2015 à 376 en 2016.

*Figure 5: Infractions commises par les jeunes par catégories de 2012 A 2017*



Source : la Brigade des Mineurs (2017)

Les vols représentent 43,4% des infractions commises de 2012 à 2017. Les vols portent généralement sur des téléphones portables, des numéraires et autres biens mobiles. Les jeunes s'engagent dans les vols simples (individuels) et s'étend à des actions de groupes (gang). Cependant, la brigade ne classe pas les différents types de vols. Il est alors difficile de classer les vols qui sont commis individuellement de ceux qui sont commis en groupe, avec violences, à main armée, par effraction.

## II. Politiques de lutte contre la violence des jeunes

La recrudescence de la violence constitue une source d'insécurité qui interpelle aussi bien les pouvoirs publics que les communautés internationales. Plusieurs mesures ont été prises par les autorités compétentes pour lutter contre la violence des jeunes. Ces mesures comprennent la sensibilisation, la répression et les programmes de resocialisation de ces jeunes.

- Le Centre de Coordination des Décisions opérationnelles (CCDO) pour lutter contre l'insécurité et le grand banditisme

Le CCDO a été créé en 2012 par décret présidentiel (décret n° 2012-1136 portant création, attributions, composition et fonctionnement du Centre de Coordination des Décisions opérationnelles, en abrégé CCDO). Ces missions sont entre autres la sécurisation des sites stratégiques ; lutte contre le terrorisme et les tentatives d'atteinte à la sûreté de l'Etat (quatrième mission) ; aider les forces de l'ordre dans leur gestion des mouvements et ou manifestation susceptibles de troubler l'ordre public.

- La Brigade Anti-Criminalité (BAC) pour lutter contre la grande criminalité.

La BAC vient appuyer les efforts consentis par les autorités policières pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur le district d'Abidjan et villes environnantes. Abidjan étant en proie à la délinquance, aux braquages galopants et actes de plus en plus incontrôlés. Elle effectue des opérations rapides sur le terrain et aussi pour traiter avec célérité les zones criminogènes.

- Les opérations « épervier » : éradication du phénomène des « microbes »

En 2016, la police nationale a lancé l'opération « épervier » qui a pour mission de lutter contre le grand banditisme et la sécurisation des villes. Elle est aujourd'hui à sa cinquième phase.

Par ailleurs, dans le but de redonner un second espoir aux jeunes violents, La Côte d'Ivoire s'est doté de différents centres de rééducation et d'insertion sociale et professionnelle.

- Les Centres d'Observation des Mineurs (COM) ont pour mission principale de lutter contre la délinquance juvénile en favorisant la réinsertion socioprofessionnelle et familiale de ces mineurs. Il reçoit des mineurs âgés de 12 à 17 ans révolus sans distinction de sexe, placés sous Ordonnance de Garde Provisoire (OGP) par le Juge des enfants. Le COM est l'une des structures politiques à vocation socio-éducative du ministère de la justice et sous la direction de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse. Il a pour mission de faire le diagnostic de la personnalité du mineur en conflit avec la loi en vue de sa réinsertion socio-familiale et socio-professionnelle.
- Le Centre de Rééducation de Dabou (CRD) reçoit des jeunes délinquants jugés par les tribunaux pour enfants et la cour d'assise des mineurs. Ils bénéficient dans ce centre, de formation civique, morale et professionnelle, d'appui psycho-social qui facilite sa réinsertion sociale.
- La direction du Service Civique d'Action pour le développement (SCAD) traite également de la problématique des jeunes en situation de vulnérabilité. Elle lutte contre l'incivisme et la marginalisation des jeunes et permet d'accélérer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes vulnérables et ou en voie de radicalisation.

## Chapitre 3 : Relation entre employabilité et violence

### I. Relation entre employabilité et violence

Les personnes employées au sens du BIT sont celles ayant travaillé pendant une durée quelconque, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine dit de référence. Cette notion est différente de celle de l'emploi au sens du recensement de la population qui elle, concerne les personnes ayant déclaré avoir un emploi dans le formulaire du recensement.

La violence<sup>1</sup> est un moyen permettant à un individu de dominer une autre personne en usant d'un pouvoir de façon ouverte ou camouflée. **Elle se manifeste en général par cinq types d'agression: verbale, psychologique, physique, sexuelle ou économique.**

Selon l'**OMS**, la violence est l'utilisation intentionnelle de la force physique, de menaces à l'encontre des autres ou de soi-même, contre un groupe ou une communauté, qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, des dommages psychologiques, des problèmes de développement ou un décès. La relation entre violence et employabilité s'explique par les facteurs qui créent l'emploi tels que la croissance économique.

#### 1.1. Relation entre violence et croissance économique

La relation entre la violence et la croissance est abordée sous deux angles. Il s'agit d'une relation négative et d'une relation positive.

##### *1.1.1. La violence agit négativement sur la croissance économique*

Arslan Ahmad, Sharafat Ali et Najid Ahmad (2014) utilisent les données factuelles provenant du Pakistan pour analyser l'impact de la criminalité sur la croissance économique du Pakistan en utilisant des séries de données chronologiques de 1980 à 2011. Le test Dickey Fuller (ADF) augmenté est appliqué pour vérifier le caractère stationnaire des variables. L'hypothèse est que l'augmentation de la criminalité conduit à une moindre croissance économique au Pakistan. Le décalage autorégressif de distribution (LDA) à la cointégration est utilisé pour trouver une relation à court et à long terme entre la criminalité et la croissance économique. Les résultats révèlent que la criminalité a un impact négatif et significatif sur la croissance économique à long terme, alors qu'à court terme, son impact sur la croissance économique est négatif mais insignifiant.

---

<sup>1</sup> [theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2009.nasr\\_r&part=169731](https://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2009.nasr_r&part=169731)

En Malaisie, Tang (2009) tente d'étudier le lien entre taux de criminalité, inflation et chômage dans l'économie malaisienne pour la période échantillonnée de 1970 à 2006. Le test de trace corrigé de Bartlett (Johansen, 2002) a été utilisé pour l'analyse. Les résultats du test ont confirmé une association à long terme entre inflation, chômage et criminalité. L'étude n'a pas permis de déterminer la causalité allant de la criminalité à l'inflation et / ou au chômage, mais une causalité inverse a été perçue. En outre, L'étude suggère aux décideurs macro-économiques de réduire les taux de criminalité en réduisant l'inflation et le chômage en Malaisie.

Goulas et Zervoyianni (2012) ont utilisé des données de panel de 25 économies pour la période 1991-2007 afin d'étudier les liens entre criminalité et incertitude ayant une incidence sur la trajectoire de la croissance. L'augmentation de la criminalité a un impact asymétrique sur la croissance, mais cet impact dépend de l'ampleur de l'incertitude macroéconomique de l'économie.

Des études empiriques ont mis en évidence un effet négatif significatif des conflits sur les taux de croissance à court terme (Collier, 1998). Les liens sont nombreux: il y a d'abord le détournement de ressources d'activités productives vers des activités non productives (Grossman et Kim, 1996; González, 2003). Puis l'impact des conflits sur l'investissement dans l'accumulation de capital physique et humain si l'on prend en compte le fait que l'une des principales incitations à l'investissement est la capacité d'assurer un retour sur investissement sûr (Lloyd-Ellis et Marceau, 2002).

Certains auteurs comme Ashby et Ramos trouvent que l'effet de la violence sur la croissance dépend du secteur d'activité. Ashby et Ramos (2013) ont constaté que le crime organisé décourageait les investissements étrangers dans les secteurs des services financiers, du commerce et de l'agriculture, mais pas dans les secteurs pétrolier et minier, pour lesquels ils trouvaient une criminalité accrue associée à un investissement accru.

La Banque mondiale (2007) fait ressortir les effets à court et long terme de la violence sur la croissance économique. En effet, dans la région des Caraïbes à travers de multiples canaux, les crimes et la violence entraînent des coûts considérables en créant un climat de peur parmi les citoyens et entravent la croissance de l'économie. De plus, les crimes et la violence, à court terme, ont des effets négatifs sur le bien-être humain et, à long terme, ont un impact négatif sur le développement social et la croissance économique.

Daniele et Marani montrent que les crimes, en Italie, ont des répercussions sur les investissements directs étrangers (Daniele et Marani, 2008). Pour eux, les activités criminelles imposées à la société et à l'économie représentent un coût considérable. L'estimation des dommages sociaux causés par le crime est très importante. Les crimes ont un impact négatif sur la société (Czabanski, 2008).

Pour Sandler et Enders, les activités criminelles agissent comme une taxe sur l'ensemble de l'économie. Les investissements nationaux et étrangers sont découragés par ces activités. Des taux de criminalité plus élevés peuvent réduire la compétitivité des entreprises, fausser la répartition des ressources, réduire l'efficacité et créer une incertitude dans l'économie. Il existe deux approches pour évaluer l'effet d'éviction des crimes sur la performance économique de l'économie (Sandler et Enders, 2008).

Robles et al. (2013) constatent qu'il existe un seuil de criminalité en dessous lequel, les individus et les entreprises intègrent le coût de la sécurité et de la protection en fonction de leur capacité économique. Une fois le seuil dépassé, les entreprises et les particuliers modifieront leurs décisions d'investissement, leur production, leur participation au marché du travail et leur emploi qui auront tous un impact négatif sur l'activité économique.

#### *1.1.2. Effets positifs de la croissance économique est de réduire le taux de violence.*

Selon Hegre et Sambanis (2006), il y a une relation entre les faibles niveaux de revenu national et la fréquence des conflits violents. Ils constatent que plus de la moitié des pays dont le PIB par habitant était inférieur ou égal à 2 000 dollars en 1990/1991 avaient connu une forme de guerre civile entre cette date et l'an 2000; moins d'un cinquième des pays ayant un PIB par habitant supérieur à cette marque ont connu des conflits. En outre, les conflits tendent à être plus persistants et plus intenses dans les pays les plus pauvres que dans les pays les plus riches, de sorte qu'en moyenne, chaque pays au-dessous de la barre des 2 000 dollars en 1991 a consacré en moyenne un tiers des dix années suivantes au conflit, tandis que les pays situés au-dessus de cette barre ont dépensé en moyenne moins d'un an de la décennie en conflit. Que les conflits peuvent entraîner d'énormes pertes n'est pas contesté.

Selon IPCR<sup>2</sup> (2003), les conflits dans le pays, et plus particulièrement dans la région du centre-nord, sont largement motivés par la pluralité ethnique, la vive concurrence pour

---

<sup>2</sup> Institute for Peace and Conflict Resolution

le pouvoir politique et traditionnel, ainsi que par la lutte pour la propriété des terres, qui reposent toutes sur des problèmes systémiques d'accès à la société : ressources et opportunités économiques. En outre, les niveaux élevés de pauvreté et de chômage et les limitations générales aux opportunités économiques alternatives et à la mauvaise gouvernance sont au cœur du phénomène. Ainsi, la pauvreté de masse et le chômage sont identifiés comme des forces sous-jacentes fondamentales qui créent des conflits au Nigéria, notamment les conflits ethniques. C'est parce que la pauvreté et le chômage ont tendance à encourager la frustration, les divisions, l'aliénation et l'insécurité, qui favorisent toutes la préférence pour rechercher une sorte de sécurité sociale dans les nationalités ethniques, avec la conviction que d'autres groupes sont responsables de la misère et d'instabilité politique. Cette relation empirique s'est avérée robuste pour différentes spécifications et différentes méthodes d'estimation économétrique.

#### *1.1.2. Effets négatifs de la croissance économique est d'accentuer le taux de violence.*

Selon Bates, des raisons théoriques et empiriques ont été avancées pour expliquer pourquoi une augmentation de la richesse peut provoquer des conflits. L'argument est que si la croissance économique entraîne une augmentation de la valeur des actifs d'un pays, cela peut induire une plus grande propension des individus et des groupes à contrôler les ressources productives. En outre, l'augmentation des avoirs est de nature à inciter davantage à recourir à la violence des personnes qui ont intérêt à y avoir accès, ce qui est un avantage. Situation qui peut induire la coexistence de conflits et la prospérité économique (Bates, 2001).

#### *1.2. Effets de l'emploi sur la violence*

Contrairement à la revue de littérature bien fournie sur l'effet du manque d'emploi, de la pauvreté sur la violence, les études de l'impact direct de l'emploi sur la violence ont été plutôt rares, en particulier pour les pays en développement. La plupart des études ont tendance à porter sur des domaines macroéconomiques de l'économie compte tenu de la difficulté relative à quantifier la nature et la dynamique de la violence. Il existe peu de données et d'écrits au niveau micro-économique sur le fait que l'opportunité économique telle que l'emploi entraîne moins de violence.

Un rapport de **Mercy Corps** publié en 2015, intitulé " An economics of terrorism" Le récit suggère que les jeunes oisifs, qui n'ont pas la possibilité de gagner leur vie, constituent une réserve de recrues prêtes à être recrutées par l'AIE [Émirat islamique d'Afghanistan (Taliban)], al-Shabab ou la constellation des groupes armés de Colombie.

Selon le Conflict Analysis du **GSDRC**<sup>3</sup> dans son ensemble, La littérature montre une forte acceptation de l'hypothèse selon laquelle le manque d'opportunité économique tel que le chômage des jeunes est un facteur conduisant à la violence et aux groupes armés.

L'hypothèse est que, sans emploi, les jeunes sont exposés à la violence et constituent une menace pour la société. De plus le chômage des jeunes est un problème permanent et continuellement croissant : le taux mondial de chômage des jeunes était de 13% en 2014, avec de grandes variations régionales - les taux les plus élevés étant au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. D'autres études de **GSDRC** portant sur la participation des jeunes à la violence politique suggèrent que le chômage en soi n'est pas le facteur déterminant le plus important. Il y a la corruption, l'injustice, la discrimination, l'humiliation et l'expérience de la violence chez les jeunes comme des facteurs moteurs plus importants. Ces conclusions semblent être confirmées par le printemps arabe de 2011, au cours duquel plusieurs facteurs ont contribué au chômage des jeunes, notamment la colère contre les régimes corrompus et la mauvaise gouvernance. C'est le cas de la crise économique ayant entraîné une augmentation de la criminalité et de la délinquance juvénile.

Dans cette même étude, le chômage des jeunes en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC) était de 14,3 % en 2011, soit environ trois fois plus que celui des adultes ; parmi ceux qui avaient un emploi, plus de la moitié travaillaient dans le secteur informel. Les taux de chômage des jeunes dans un certain nombre de pays des Caraïbes sont restés supérieurs aux moyennes mondiales (13%) pendant plusieurs années. En outre, le chômage des jeunes dans les Caraïbes a augmenté dans certains cas de manière significative depuis 2007. Les statistiques sur la criminalité et la violence dans les deux régions, en particulier en Amérique latine, sont encore plus importants : 8 des 10 pays les plus violents du monde et 40 des 50 villes les plus dangereuses du monde se trouvent en Amérique latine. On estime qu'il y a entre 73 000 et 90 000 décès par arme à feu chaque année en Amérique latine, soit trois fois la moyenne mondiale (**GSDRC**).

Les statistiques sur la criminalité dans les Caraïbes sont tout aussi catastrophiques. Les jeunes étant impliqués à la fois en tant que victimes et en tant qu'auteurs de crimes. Ces mêmes études révèlent des niveaux élevés de crimes violents commis par des jeunes et suggèrent que cette proportion est en augmentation. En Jamaïque, par exemple, les jeunes de moins de 25 ans

---

<sup>3</sup> **GSDRC** : Governance-Social development-Humanitarian-Conflict/ Topic Guide



étaient responsables de 51 % de tous les meurtres et de 56 % de tous les crimes majeurs en 2000.

La question de genre dans le chômage et la violence des jeunes en termes de données dans les pays en développement sont limitées, bien que les taux de chômage des jeunes femmes dépassent souvent ceux des hommes. L'écart entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes (la part de la population en âge de travailler qui a un emploi) en Asie du Sud est important, atteignant 29,6 % en 2014. Les femmes sont également plus susceptibles que les hommes d'être employées dans le secteur informel et dans des emplois faiblement rémunérés : 86- 88 % des femmes d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord étaient autonomes.

Au Salvador, au Honduras et au Guatemala, les filles épousent des membres de gangs et des hommes plus âgés ou s'associent à eux comme forme de protection. L'écrasante majorité des victimes d'homicide chez les jeunes sont des hommes. A l'échelle mondiale, quelque 200 000 homicides ont été commis chez les jeunes (définis comme étant âgés de 10 à 29 ans) (ce qui représente 43 % du nombre total d'homicides dans le monde) ; 83 % de ces homicides étaient commis par des hommes. Cet écart mondial entre les sexes tend à être plus important dans La littérature souligne également l'écart entre les revenus générés par la criminalité et les revenus générés par les activités légales pour inciter les jeunes à s'engager dans la première. (**GSDRC**).

Il existe un lien de causalité largement présumé entre le chômage des jeunes et la violence, mais il n'existe pas de preuves solides pour le prouver. Un facteur majeur à cet égard est le manque de données complètes sur les jeunes dans les pays en développement. En d'autres termes, ce ne sont pas les données disponibles qui réfutent le lien, mais plutôt le fait que les données sont insuffisantes pour établir un lien. Cependant, certaines études jettent un doute sur le lien présumé en indiquant que le chômage des jeunes n'est qu'un facteur parmi d'autres qui contribuent à la violence. D'autres facteurs pourraient être une gouvernance faible, un leadership fort de la part des groupes armés, la disponibilité des armes, l'usage répandu de drogues, des relations familiales dysfonctionnelles et une culture de l'acceptation de la violence.

L'exclusion structurelle et le manque d'opportunités auxquels sont confrontés les jeunes bloquent ou prolongent efficacement leur transition vers l'âge adulte et peuvent conduire à la frustration, la désillusion et, dans certains cas, leur participation à la violence « (**McLean Hilker & Fraser, 2009**). Le lien entre le chômage des jeunes et la violence est considéré dans la littérature comme étant exacerbé par les « flambées de jeunes » dans les pays en

développement. La proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) dans la population mondiale est plus élevée qu'à tout autre moment de l'histoire (**McLean Hilker, 2009**)

*Pour Stewart (2015), les jeunes sans emploi en Afrique de l'Ouest sont une bombe à retardement pour la région et au-delà.*

## II. Evolution de la violence chez les jeunes

La violence contre les adolescentes et les jeunes femmes (**AGYW<sup>4</sup>**) est un phénomène mondial et a des implications sur leur bien-être. Selon l'Organisation mondiale de la santé, plus d'un tiers des femmes dans le monde ont subi des violences physiques ou sexuelles ou les deux de la part d'un partenaire intime ou d'un non-partenaire au cours de leur vie. Il a également été rapporté qu'environ une femme âgée de 15 à 24 ans en couple sur trois a déjà subi des violences physiques et / ou sexuelles de la part d'un partenaire intime.

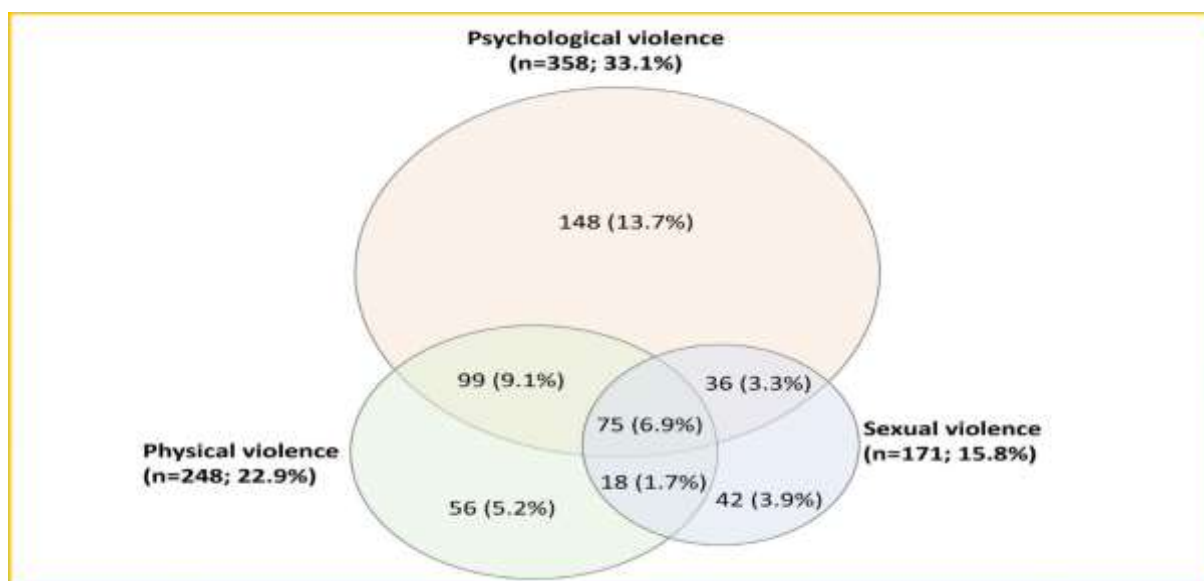
### Cas du **BENIN, KENYA** et du **BURKINA FASO**

En Afrique subsaharienne, environ 37 pour cent des femmes ayant déjà eu un partenaire ont subi des violences physiques et / ou sexuelles. Un rapport du bureau du comté du Kenya du Fonds des Nations Unies pour l'enfance a indiqué qu'en 2010, environ 76% des AGYW âgés de 18 à 24 ans avaient subi des violences sexuelles, physiques ou émotionnelles avant l'âge de 18 ans, tandis qu'environ la moitié des AGYW âgés de 13 à 17 ans a subi des violences sexuelles ou physiques au cours des 12 mois précédant l'étude. L'exposition à la violence a des effets néfastes sur la santé des AGYW, y compris leur bien-être mental, sexuel et reproductif ainsi que social et économique. C'est l'une des principales causes de décès dans ce groupe d'âge à l'échelle mondiale.

*Figure 6: intersection de la violence psychologique, physique et sexuelle*

---

<sup>4</sup> AGYW : Adolescent Girls and Young Women



**Kenya: (15–22 years) who experienced psychological, physical, and sexual violence and more than one type of violence during the past 1 year.**

### III. Evolution de l'emploi et du chômage des jeunes en Côte d'Ivoire

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) estime la population de la Côte d'Ivoire à 24 571 000 personnes au dernier trimestre de l'année 2017. Les hommes sont en plus grand nombre que les femmes, avec une répartition de 51,6% pour les hommes et 48,4% pour les femmes.

Les résultats de cette enquête indiquent qu'en majorité, la population vit en milieu urbain. Sur une population de 24 571 000 personnes, 53,8% habite les villes du pays. Avant 45 ans, 54,4% des individus sont en ville. Les personnes plus âgées (plus de 65 ans) sont plus nombreuses dans les villages (56,5%).

#### 3.1. Population en âge de travailler et structure de la main d'œuvre

La main d'œuvre constitue un groupe d'individus engagés sur le marché du travail. Ce groupe d'individus représente une population en emploi soit qu'il soit dans un emploi, une population au chômage soit qu'il recherche un emploi. Sur une population en âge de travailler (c'est-à-dire les individus âgés de 15 ans et plus) représentant 14,2 Millions personnes, la Côte d'Ivoire dispose d'une main d'œuvre de près de 8 Millions d'individus, soit un taux d'activité global de 56,1% (INS/ERI-ESI, 2017).

### 3.1.1. Situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

Les deux principaux groupes de la population hors emploi sont les jeunes en cours de scolarité (29,9%) et les femmes au foyer (26,5%). Le pourcentage des retraités est négligeable (3%). Toutefois, la structure de la population active (Actif occupé, Chômeur BIT, disponible).

*Tableau : Structure de la population active selon l'âge, le sexe et par situation d'activité en Côte d'Ivoire*

Situation d'activités	<b> GROUPE D'AGES SPECIFIQUES</b>							
	15-24 ans	25-34 ans	15-34 ans	35-64 ans	15-64 ans	65 ans et plus	Total (%)	effectif
<b>HOMMES (%)</b>								
<b>Actif occupé</b>	14,2	30,6	44,8	51,8	96,6	3,4	100,0	4 561 719
<b>Chômeur BIT</b>	23,0	44,9	68,0	32,0	99,9	0,1	100,0	134 746
<b>Cherche du travail mais pas disponible</b>	30,4	57,0	87,7	11,9	99,3	0,7	100,0	19 284
<b>Pas chercher du travail mais disponible</b>	36,4	41,3	77,7	21,1	98,8	1,2	100,0	133 289
<b>Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler</b>	42,9	36,5	79,4	20,6	100,0	00	100,0	101 824
<b>FEMMES (%)</b>								
	15-24 ans	25-34 ans	15-34 ans	35-64 ans	15-64 ans	65 ans et plus	Total (%)	effectif
<b>Actif occupé</b>	18,2	35,9	54,1	43,7	97,8	2,2	100,0	3 084 449
<b>Chômeur BIT</b>	30,7	50,9	81,6	16,9	98,5	1,5	100,0	124 190
<b>Cherche du travail mais pas disponible</b>	28,6	51,0	79,7	20,3	100,0	0,0	100,0	19 038
<b>Pas chercher du travail mais disponible</b>	37,9	41,8	79,8	20,2	100,0	0,0	100,0	255 824
<b>Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler</b>	38,1	42,5	80,6	19,1	99,8	0,2	100,0	290 648
<b>TOTAL HOMMES et FEMMES (%)</b>								

Situation d'activités	15-24 ans	25-34 ans	15-34 ans	35-64 ans	15-64 ans	65 ans et plus	Total (%)	effectif
<b>Actif occupé</b>	15,8	32,8	48,5	48,5	97,1	2,9	100,0	7 646 169
<b>Chômeur BIT</b>	26,7	47,8	74,5	24,8	99,3	0,7	100,0	258 936
<b>Cherche du travail mais pas disponible</b>	29,5	54,0	83,5	16,1	99,6	0,4	100,0	38 321
<b>Pas chercher du travail mais disponible</b>	37,4	41,7	79,0	20,5	99,6	0,4	100,0	389 112
<b>Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler</b>	39,4	40,9	80,3	19,5	99,8	0,2	100,0	392 472

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

Le BIT considère le chômeur comme toute personne en âge de travailler qui :

- 1) était sans emploi au cours des 7 derniers jours ou de la semaine de référence ;
- 2) a fait des démarches pour chercher un emploi en échange d'une rémunération ou d'un profit au cours des 30 derniers jours ou d'un mois de référence et ;
- 3) se déclare disponible sur une période de deux semaines pour occuper un emploi ou mener une activité rémunératrice.

Quant à la population hors main d'œuvre (inactive ou main d'œuvre potentielle), elle concerne 6,2 Millions de personnes en Côte d'Ivoire. L'inactivité touche 60,2% de femmes contre 39,8% d'hommes. Les jeunes dans la tranche de 15 à 24 ans constituant en général la catégorie des scolarisés.

Tableau : Répartition en pourcentage de la population inactive âgée de 15 ans et plus selon les milieux de résidence en Côte d'Ivoire.

MILIEUX DE RESIDENCE		Pourcentage (100%) de la population inactive
URBAIN	Abidjan	21,8
	Autres milieux urbains	38,3
RURAL		39,8
TOTAL		100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

La population inactive âgée de 15 ans et plus représente une proportion de 60,1% dans le milieu urbain avec spécifiquement (21,8% à Abidjan et 38,3% dans les autres milieux urbains). Cette proportion passe à 39,8% dans le milieu rural.

#### 3.1.1.1. Ratio emploi-population

Le ratio emploi-population représente la fraction de la population en âge de travailler qui détient un emploi dans une économie donnée. Il se calcule par le rapport de la population en emploi à la population en âge de travailler (15 ans et plus). C'est un des indicateurs ODD pour la cible 1.8. "Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif".

Le ratio emploi-population en Côte d'Ivoire est de 54,2% pour l'ensemble de la population en 2017. Il a fortement baissé par rapport à l'année 2012, où il était de 65%. Le ratio emploi-population varie selon le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, le milieu de résidence et la région (INS/ERI-ESI ,2017).

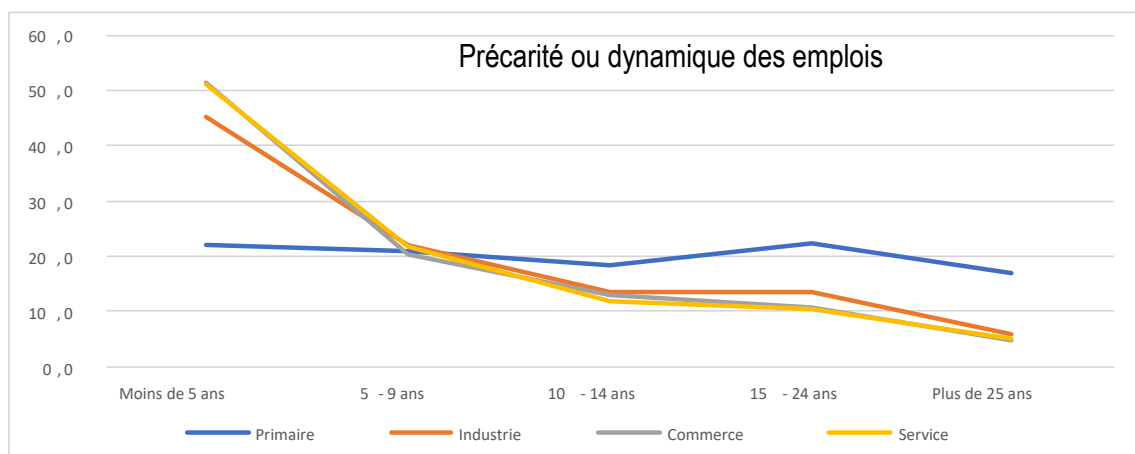
Durant la crise politique et militaire, les jeunes ont payé un lourd tribut. Acteurs essentiels, plusieurs milliers de jeunes ont participé aux combats. On estime le nombre d'ex-combattants à environ 74 000. Kouakou (2012). Conscient que la paix sociale et le développement économique sont tributaires du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration de ces ex-combattants, le gouvernement a adopté le 2 août 2012 une politique nationale de DDR. De même, l'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (ADDR) a été créée par décret no 2012-787 du 8 août 2012, pour mettre en œuvre un programme dont l'un des objectifs opérationnels est le désarmement, la démobilisation, y compris la resocialisation, la réinsertion et la réintégration des ex-combattants dans le tissu socio-économique. Au 27 juin 2015, selon les autorités de l'ADDR, plus de 57 000 ex-combattants ont été démobilisés, dont plusieurs milliers ont été effectivement réinsérés.

#### 3.1.2. Situations professionnelles des jeunes

Les statistiques récentes montrent que les jeunes représentent la population la plus touchée par le chômage, le sous-emploi et la précarité de l'emploi. Le profil démographique de la Côte d'Ivoire a évalué l'âge moyen des chômeurs à 27 ans, soit 5 ans de plus que la moyenne d'âge de la population totale. En outre, près des trois quarts de ces chômeurs ont moins de 30 ans (77,5 % chez les femmes contre 70,5 % chez les hommes). Les chômeurs en Côte d'Ivoire sont pour la plupart des jeunes diplômés à la recherche d'un premier emploi. En effet, des différentes

enquêtes, il ressort que les personnes sans instruction ont des taux de chômage inférieurs à celles ayant des niveaux de diplômes élevés<sup>7</sup>. On note également une précarité de l'emploi des jeunes (35,8 % des jeunes ont un salaire inférieur au SMIG<sup>8</sup>). K.ouakou (2011)

### 3.1.2.1. Précarité de l'emploi



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, INS 2017

Dans le secteur primaire, la courbe (en bleu) étant pratiquement constante, les emplois sont pratiquement stables et tournent autour de 20%. Pour les trois autres secteurs, les emplois durent beaucoup moins en chutant à 50% avant 5 ans, à 20% entre 5 et 9 ans. Entre 10 et 24 ans, les emplois se stabilisent autour de 9% à 10%, pour retomber à moins de 9% à partir de 25 ans.

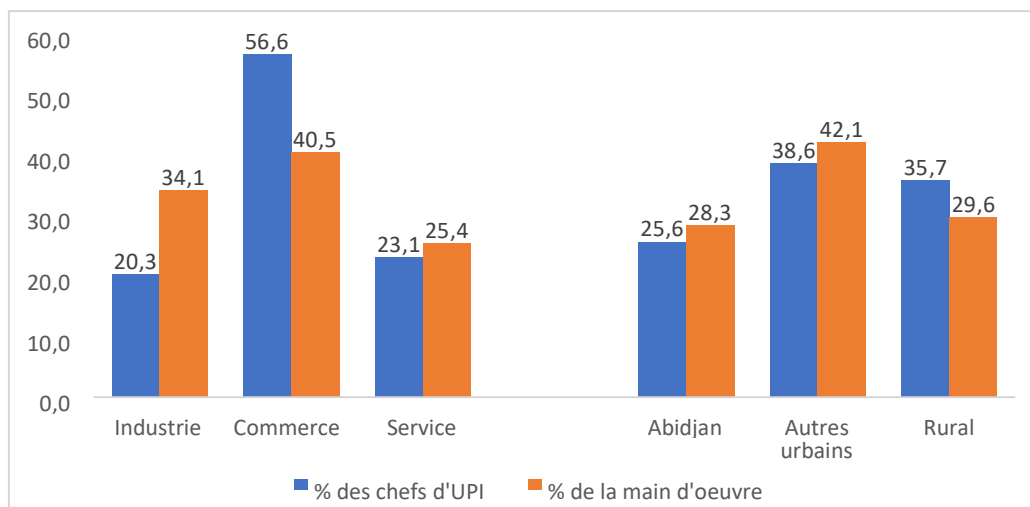
Il convient tout de même de noter que les courbes du secteur du commerce et des services se superposent.

### 3.1.2.2. Evolution des Unités de Production Informelles (UPI)

Le secteur informel occupe 91,1 % des jeunes de 14-24 ans. Les jeunes de 14-35 ans représentent 58,9 % des actifs occupés dans l'économie informelle. La proportion des femmes est de 44 %. Les emplois domestiques (services aux ménages) sont occupés à 51,6 % par des femmes et à 77 % par des jeunes âgés de 14-35 ans.

Les jeunes en majorité sont plus frappés par le chômage (9,7 % des jeunes hommes et 15 % de jeunes femmes). La vulnérabilité de l'emploi avoisine les 65 % pour les jeunes femmes. (INS/ERI-ESI, 2017).

**Figure : Evolution des Unités de Production Informelles par milieu de résidence et secteur d'activité**



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel Phase 1, 2017, INS

Au total, 2 275 023 unités de production informelles exercent en Côte d'Ivoire avec 64% de leurs dirigeants installés en milieu urbain. Ces entreprises informelles emploient un effectif de 975 719 mains d'œuvre concentrées généralement en milieu urbain avec 70% de leurs dirigeants.

Le secteur du commerce enregistre la majorité des entreprises informelles avec un effectif total de 1 287 584 UPI soit une proportion de 56,6% sur l'ensemble des unités de production informelles au niveau national. 90% des Chefs d'UPI exercent les activités de commerce de détail et 10 % exercent les activités de commerce de gros en incluant la réparation des pièces automobiles.

Le secteur des services regroupe 526 627 UPI soit 23,1% suivi du secteur industriel qui lui totalise 460 812 UPI soit 20,3% de l'ensemble des UPI au niveau national.

Le niveau de la main d'œuvre de ces entreprises informelles reste le plus important dans le secteur du commerce avec un total de 394 987 personnes soit 40,5% de l'effectif au plan national.

Les entreprises informelles industrielles quant à elles, mobilisent une main d'œuvre totale de 333 095 personnes exerçant majoritairement dans les activités de fabrication.

### *3.1.2. Dispositifs pour améliorer l'employabilité*

L'Etat dans sa tentative de rechercher l'équité sur le marché du travail et les moyens de résorber le chômage des jeunes qui présentait un risque d'explosion sociale, a mis en place plusieurs programmes. En zone urbaine, le Programme d'Aide à l'Embauche (PAE) et le Programme



d’Absorption des Jeunes déscolarisés (PAJD) ont eu un certain succès avant de sombrer avec la dégradation des indicateurs économiques suite à l’instabilité politique

En se référant aux objectifs des programmes, on peut distinguer trois grandes catégories de programmes et projets :

- les programmes destinés à la formation des demandeurs d’emploi,
- les programmes destinés à la prospection et au placement des demandeurs d’emploi,
- les programmes destinés au financement des micros et petites entreprises.

Les politiques, programmes et projets de soutien à l’emploi des jeunes mis en œuvre sont fondés sur la situation de déséquilibre observée sur le marché du travail. En Côte d’Ivoire, la politique de l’emploi des jeunes a été influencée par les différentes phases de l’évolution économique du pays. Au cours des deux premières décennies de l’indépendance ivoirienne, l’économie a été caractérisée par une croissance soutenue et bénéfique pour l’emploi moderne. La troisième décennie a été marquée par une récession économique, entraînant des licenciements massifs avec l’application des Programmes d’ajustement structurel (PAS).

La phase de 2000 à 2011 est caractérisée par une série de crises politiques et militaires et par un environnement défavorable à la création d’emplois. Devant cette situation, le gouvernement a mis en place en 2003 un Fonds national de solidarité pour la promotion d’emplois pour les jeunes, une plateforme de services, composée de l’AGEPE, de l’AGEFOP, du FDFP et du FNS, pour renforcer la formation et l’insertion des jeunes. En outre, on a procédé à la réactivation du projet pour les travaux d’utilité publique à haute intensité de main-d’œuvre (THIMO) pour la création d’emplois temporaires pour les jeunes et les femmes. On a également élaboré en 2006 un Plan national de développement de l’emploi 2006-2008, qui n’a pu être mis en œuvre. Par ailleurs, dans le cadre du programme Pays pour la promotion du travail décent (PPTD 2008-2013), la Côte d’Ivoire a instauré plusieurs actions pour la promotion d’emplois décents pour les jeunes. Ce sont entre autres :

- la mise en place des programmes Démobilisation-désarmement-réinsertion / Réhabilitation-réinstallation-réinsertion (DDR/RRR) destinés aux ex-combattants et à des groupes à risque;
- la mise en place du Programme pilote de développement des initiatives génératrices d’emplois (PRODIGE), visant à financer des activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes;
- la réactivation du Programme d’aide à l’embauche (PAE) pour l’emploi des jeunes diplômés et du programme de Travaux à haute intensité de main-d’œuvre (THIMO);

- la mise en œuvre du Projet d'appui au traitement économique du chômage (PATEC);
- le retour du Programme du service civique national (PSCN);
- le financement des projets jeunes par le Fonds national de solidarité pour la promotion d'emplois pour les jeunes (FNS) visant à garantir l'accès au crédit des jeunes entrepreneurs et d'entreprises créatrices d'emplois jeunes, mais dissous en 2012 et remplacé par le Fonds national de la jeunesse (FNJ).
- la création et la mise en œuvre, grâce à un financement de la Banque mondiale, du Projet emploi jeune et développement des compétences (PEJEDEC), dont l'objectif est d'améliorer l'accès à l'emploi et le développement des compétences professionnelles des jeunes, hommes et femmes de tout niveau de qualification, âgés de 18 à 30 ans, en situation de non-emploi ou de sous-emploi;
- la mise en place du projet C2D, avec un financement de l'AFD en 2013;
- l'adoption de mesures fiscales en 2009 pour soutenir l'emploi (article 10 de l'annexe fiscale 2009).

### *3.1.3. Acquis des projets et programmes d'insertion des groupes les plus vulnérables*

Comme solutions à la précarité des jeunes sur les marchés du travail urbains, des politiques d'emploi sont souvent initiées. Elles ont pour but essentiel d'améliorer leur employabilité et repose sur une combinaison d'interventions précoces pour éviter l'enlèvement dans le chômage et de programmes « curatifs » pour certains groupes particuliers (chômeurs de longue durée).

Les différentes cibles de ces programmes sont les diplômés demandeurs de premier emploi, les jeunes sans qualification, les ex-groupes d'autodéfense, les jeunes ex-combattants, les jeunes handicapés, les groupements des jeunes ruraux, les jeunes déscolarisés.

Au regard de la durée moyenne de chômage des jeunes demandeurs de premier emploi, qui est de 4,4 ans, Kouakou (2012), l'adéquation formation-emploi et l'employabilité des demandeurs d'emploi constituent des défis à relever.

Pour tenir compte du problème de ciblage des bénéficiaires, les structures responsables de la promotion de l'emploi pour les jeunes ont élaboré des programmes et projets en segmentant et en constituant des sous-groupes au sein de la population des jeunes : diplômés demandeurs de premier emploi, jeunes sans qualifications, ex-groupes d'autodéfense, jeunes ex-combattants, jeunes handicapés, groupement des jeunes ruraux, jeunes déscolarisés, jeunes âgés de 14 à 26 ans, femmes, etc.

En 2009, ces programmes ont généré dans leur ensemble 6 106 emplois directs dans divers domaines comme l'agriculture, les TIC, les infrastructures, les industries chimiques et du bois. La dernière crise a porté un coup fatal à toutes ces initiatives.

Ces programmes pour la plupart découleraient d'une certaine manière des Politiques actives du marché du travail (PAMT) pour aider les chômeurs à retrouver un emploi. En effet, les PAMT comprennent les services de placement, l'administration des prestations de chômage et les programmes du marché du travail, tels que la formation et la création d'emplois. Mais en Côte d'Ivoire, la non-modernisation des institutions du marché du travail constituerait un frein majeur aux politiques et programmes d'emploi en faveur des jeunes, qu'ils soient actifs ou passifs.

Le Plan national de développement (PND 2012-2015) est aujourd'hui le cadre de référence de l'action publique en Côte d'Ivoire. Son objectif principal est de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Grâce au PND, les autorités ivoiriennes s'attendent à trois effets en matière d'emploi. Il y a d'abord l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi et du travail, notamment le cadre institutionnel et juridique. Ensuite, la facilitation pour les jeunes de l'accès à l'emploi à travers la planification de l'emploi public, la mise en place de mesures incitatives à la création d'emplois, la promotion de Travaux à haute intensité de main-d'œuvre (THIMO) dans la réalisation des investissements publics et le développement de l'insertion par l'entrepreneuriat.

Enfin, le troisième effet attendu du PND est l'amélioration de la productivité du travail. Pour ce faire, la Côte d'Ivoire compte sur le renforcement du capital humain dans le secteur urbain informel et rural; sur la promotion de la formation continue dans le secteur formel, celle de la santé-sécurité du travail et l'instauration du dialogue social; sur le renforcement de la lutte contre le travail et la traite des enfants.

Au titre de mesures inhérentes à la création d'emplois, le gouvernement ivoirien envisage la mise en place d'un système de veille sur les profils demandés par les entreprises, l'élaboration du répertoire des métiers et des compétences, la réalisation de l'adéquation formation-emploi et la prise de mesures d'incitation à l'embauche des demandeurs de premier emploi.

Quant à l'insertion par l'entrepreneuriat, elle nécessite, selon le gouvernement ivoirien, l'introduction d'un module entrepreneuriat dans le secteur éducation/formation, la promotion de modèles de réussite d'entreprises et d'auto-emploi, ainsi que l'appui à la création d'entreprises par les jeunes, les femmes et les personnes handicapées.

#### *3.1.4. Outils pour améliorer le système d'information sur le marché du travail*

Les écoles de formation font preuve d'un réel engagement envers la promotion et l'amélioration de l'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire, mais elles déplorent l'absence de dialogue allant dans ce sens, tant avec le gouvernement qu'avec les entreprises multinationales et autres partenaires sociaux. Il est important de noter que le seul dialogue avec les écoles de formation s'effectue avec les petites et moyennes entreprises ou les organisations professionnelles représentant ces dernières. Ces écoles sont très sollicitées par les entreprises locales où sont placés de nombreux stagiaires.

Quant à l'implication des grandes entreprises locales et des multinationales dans l'intégration et l'insertion des jeunes diplômés, elle est timide, voire inexistante pour certaines, compte tenu de l'inadéquation entre la formation et l'emploi très souvent évoquée. Cette situation pourrait être à la base des difficultés d'insertion des jeunes.

#### *3.1.5. Contraintes / limites*

La faible qualification, l'orientation du système de formation par l'offre et non par la demande, et donc des formations initiales jugées trop théoriques, sont des facteurs qui limitent l'employabilité des demandeurs d'emploi, plus particulièrement des jeunes. Une enquête auprès des entreprises multinationales installées en Côte d'Ivoire indique clairement l'inadéquation de la compétence des jeunes. Pendant que de nombreux jeunes diplômés sont au chômage ou à la recherche d'un premier emploi qu'ils ne trouvent pas, les entreprises, elles, recherchent du personnel qualifié, justement dans les mêmes secteurs professionnels, qu'elles ne trouvent pas non plus. Selon les entreprises interrogées, les jeunes n'ont pas les qualifications requises pour occuper des postes en leur sein. Elles attribuent ce manque de compétence à la faiblesse du système éducatif ivoirien. En effet, l'amélioration de l'employabilité des jeunes passe par une bonne compréhension des différents systèmes de formation et d'apprentissage pour une action efficace des politiques.

### *IV Alternatives de résilience des jeunes face à la crise du chômage et à la pauvreté*

#### 4.1. Les rentiers de la violence dans les transports (phénomène des gnambros)

##### *4.1.1. Origine et évolution du phénomène des Gnambros<sup>5</sup>*

Les « Gnambros » sont des rabatteurs, des apporteurs d'affaires, que l'on retrouve sur le lieu servant de gares au sein de certaines communes du district d'Abidjan. Ils sont en réalité, des agents de recouvrement de « taxes » ou droits de ligne ou de chargements journaliers pour des individus ou groupes d'individus désignés comme des syndicats ou association de transporteurs. Les Gnambros sont parfois des anciens syndicalistes ou chauffeurs à la retraite qui ont recours au phénomène pour percevoir de l'argent.

La naissance et le développement du phénomène des Gnambros est à mettre en lien avec les problèmes sociaux auxquels reste confrontée la Côte d'Ivoire depuis de longues années. Il s'agit notamment de la déscolarisation, du chômage des jeunes, de la mauvaise organisation du secteur du transport urbain, de l'impossibilité des transports publics de satisfaire la demande des usagers et du défaut de gares routières modernes dans le district d'Abidjan et des communes qui le composent.

Profitant de ce contexte, des individus ou groupes d'individus ayant une certaine influence dans le milieu des transports, se servent de jeunes pour installer à différents endroits, des gares improvisées en observant les besoins des usagers en matière de transport. Ces organisations abusivement appelées «syndicats», règne en maîtres sur les espaces qu'ils contrôlent et perçoivent un sorte de redevance des chauffeurs qui pratiquent leur espace. Le recouvrement de ces taxes par les Gnambros donne lieu à des violences et troubles à l'ordre public. En avril et mai 2014 notamment, des bagarres entre ces prétendus «syndicats» ont donné lieu à des échanges de coups de feu, des agressions à la machette à Koumassi (Abidjan) et occasionné l'intervention du Centre de Coordination des Décisions Opérationnelles (CCDO).

---

<sup>5</sup> Le mot « Gnambro » est un terme malinké auquel il est attribué différentes significations. A titre d'exemple, une signification retient que « gnan » renvoie à visage, face et « Bro » à main ; donc la Force. La combinaison de ces mots donne « visage qui fait peur pour que tu paies ». Une seconde signification attribuée à ce terme la signification de « ma main ».

#### *4.1.2. Mode opératoire*

Tout commence par un « chef terrain », celui qui découvre à la suite d'un besoin de déplacement des populations, une gare et qui autorise les concessions d'exploitation de son territoire. Celui-ci s'adresse à la Mairie qui lui octroie un territoire sur lequel il règne moyennant rétribution.

Une fois l'autorisation de la Mairie accordée, des transporteurs souhaitant exercer leur activité sur l'espace attribuée par la Mairie, s'adressent à leur tour au « chef terrain » en lui payant un droit d'exploitation de la ligne. Des lignes de transports obtenues par ce procédé existent dans plusieurs communes du district d'Abidjan. Par exemple à Adjamé, le droit d'exploitation des lignes « Mairie, Ligne Treichville et Plateau » est de 20.000 frs CFA, payable une fois, CNDHCI (2017).

#### *4.2 .La reconversion dans des activités informelles (phénomène des motos-taxis impliquant notamment des ex-combattants)*

La crise militaro-politique de 2002 a favorisé l'émergence du phénomène moto taxi dans les transports socio collectifs, en Côte d'Ivoire. Il s'agit de motos organisées en service de transport en commun avec au moins un passager et très souvent de lourds bagages. Si Abidjan la capitale économique en est épargnée, plusieurs villes secondaires de la Côte d'Ivoire le vive. ). Cependant, il convient d'admettre que le taxi-moto apparaît comme un mouvement à contre-courant de la tendance générale et locale en matière de transport urbain.

Le recours à la moto comme moyen de mobilité urbaine est un fait très récent. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, la majorité des villes ivoiriennes n'est pas encore affecté par cette réalité. Cependant, en Afrique, il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau. En effet, depuis le début des années 90 plusieurs pays connaissent le taxi-moto. En Côte d'Ivoire, à l'instar de ces pays, l'avènement de ce phénomène trouve sa source principale dans des crises sociales (politique, militaire, économique, etc.). Pour ASSOGBA (2012) « les premières apparitions des taxi-motos à Lomé (capitale de la République du Togo) date des troubles socio politiques et c'est à partir de la grève illimitée du 12 novembre 1992 que ce nouveau mode de transport va s'emparer des togolais ». Nous comprenons donc qu'en Afrique subsaharienne les grandes crises sociales (politique, militaire et économique) créées des opportunités de situations de tout genre ; à l'instar des motos taxis. À ce titre, la crise politico-militaire déclenchée en Côte d'Ivoire dans la nuit du 19 septembre 2002 demeure la cause principale de l'apparition de ce phénomène dans ce pays.

## Chapitre 4 : les politiques publiques d'insertion et leurs limites

Pour faire face à l'épineux problème d'insertion des jeunes, diverses initiatives, programmes d'emploi et de formation professionnelle ont été mis en œuvre par le Gouvernement. Ils sont marqués par la création d'institutions étatiques, l'adoption des lois et la ratification de convention et autres normes.

### I. Cadre réglementaire et institutions des politiques publiques d'insertion des jeunes

#### 1.1. Retour à la terre en 1985

L'application des Programmes d'ajustement structurel (PAS) face à la récession économique a entraîné des licenciements massifs. Pour faire face aux effets négatifs des PAS, le gouvernement a instauré des mesures de soutien à l'emploi des jeunes. Sur cette période, la politique de retour à la terre a été mise en œuvre en 1985 pour résorber le chômage des jeunes diplômés en concurrence défavorable face à leurs aînés plus expérimentés sur le marché du travail.

#### 1.2. Plan national de l'emploi

Devant l'échec du PAS, il y a eu la conception d'un **Plan national de l'emploi** en 1991, révisé en 1995. Ce sont des programmes spécifiques de création d'emplois tels que le Programme d'Aide à l'Embauche (PAE) ; le Programme Spécial d'Insertion des Femmes (PSIF) ; le Programme d'insertion des jeunes ruraux (PIJR) et le Programme de création des micro entreprises.

En juin 2012, une nouvelle orientation stratégique dite Politique Nationale de l'Emploi (PNE) 2012-2015 est adoptée. Cette politique vise principalement la création d'emplois dans une dynamique de croissance forte, durable et inclusive, tirée par le développement du secteur privé ;

#### 1.3. Création d'agence de formation et d'emploi

- Agence Nationale de la Formation Professionnelle (**AGEFOP**) est un organisme de prospection, d'élaboration et de gestion des projets de formation technique et professionnelle créé par **décret no 92-316 du 15 mai 1992**, sous la tutelle administrative et technique du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle et sous la tutelle financière du ministère de l'Économie et des Finances.

- Agence d'Etude et de Promotion de l'Emploi (**AGEPE**) créé par **décret no 93-221 du 03 février 1993** est chargée de mettre en œuvre des programmes d'emploi et de formation initiés par le gouvernement, d'enregistrer et recenser les demandeurs d'emplois, de prospecter le marché de l'emploi auprès des entreprises en vue du placement des demandeurs d'emploi, d'assurer le conseil en recrutement et en gestion des ressources humaines, de sélectionner, conseiller et orienter les demandeurs d'emploi et d'assurer la gestion administrative et financière de l'aide au chômage. Cette agence est composée d'organes tripartites, d'une direction, d'une Commission Consultative de Gestion.

#### 1.4. Succession de programmes

La mise en place des programmes Démobilisation-désarmement-réinsertion/ Réhabilitation-réinstallation-réinsertion (**DDR/RRR**) destinés aux ex-combattants et à des groupes à risque ;

- La réactivation du Programme d'aide à l'embauche (**PAE**) pour l'emploi des jeunes : 18-35 ans ;
- Projet d'appui au traitement économique du chômage (**PATEC**) ;
- Programme du service civique national (**PSCN**) : une formation civique et professionnelle à environ 40 000 jeunes en vue de favoriser leur réinsertion économique et sociale ;
- Projet emploi jeune et développement des compétences (**PEJEDEC**), dont l'objectif est d'améliorer l'accès à l'emploi et le développement des compétences professionnelles des jeunes, hommes et femmes de tout niveau de qualification, âgés de 18 à 30 ans, en situation de non-emploi ou de sous-emploi ; la création et la mise en œuvre grâce à un financement de la Banque mondiale.
- Programme pilote de développement des initiatives génératrices d'emplois (**PRODIGE**) : Ce projet vise à financer des activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes ;

La **DGE** a participé à l'exécution du projet **PRODIGE** en partenariat avec l'**AGEPE**, en accompagnant 1 500 jeunes hommes et femmes résidant dans 7 localités des régions du Moyen Cavally et des Montagnes à se prendre en charge par la réalisation de microprojets économiques ;



- Le projet **GERME**, ciblant les jeunes entrepreneurs : son objectif est de renforcer la capacité des entrepreneurs. L'Agefop a mis à disposition le programme « Gérer Mieux son Entreprise ».
- Le Projet d'Appui et d'Accès des Personnes Handicapées à la Formation Professionnelle (**PAAPHFP**), destiné aux jeunes handicapés : l'objectif de ce projet est, d'une part, de favoriser l'accès des personnes handicapées à la formation technique et professionnelle et, d'autre part, de favoriser l'auto-emploi des personnes handicapées par le biais de la formation en entrepreneuriat ;
- le Projet d'insertion socio-économique (**PRISE**) des populations vulnérables à l'ouest de la Côte d'Ivoire : former 7 000 personnes et les accompagner dans leur installation;
- le Projet **C2D** : emploi au profit des jeunes diplômés, financé par l'AFD en 2013.
- Programme spécial de création d'emploi (**PSCE**) : 18-30 ans

### 1.5. Réinsertion et réintégration

L'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (**ADDR**) a été créée par décret no 2012-787 du 8 août 2012, pour mettre en œuvre :

- Un programme dont l'un des objectifs opérationnels est le désarmement, la démobilisation, y compris la resocialisation,
- la réinsertion et la réintégration des ex-combattants dans le tissu socio-économique.

***Les différentes cibles de ces programmes*** : sont les diplômés demandeurs de premier emploi,

Les jeunes sans qualification, les ex-groupes d'autodéfense, les jeunes ex-combattants, les jeunes handicapés, les groupements des jeunes ruraux, les jeunes déscolarisés.

### 1.6. Relance

L'enquête nationale sur la situation de l'emploi en 2012 (INS/AGEPE)<sup>6</sup> a amené le Gouvernement à adopter une Stratégie de Relance de l'Emploi (**SRE**) en Novembre **2013**. Parmi ces stratégies, se trouve la politique d'emploi en faveur des jeunes

Elle vise à :

- Améliorer l'action gouvernementale et à la rendre plus efficace et transparente, particulièrement en faveur des jeunes ;

---

<sup>6</sup> INS : Institut National de la Statistique ; AGEPE : Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi

- Renforcer les initiatives existantes, à travers une série de relance de mesures générales et spécifiques pour stimuler l'emploi ;

Il y a aussi eu des **mesures générales** comprenant notamment le **renforcement des programmes de création d'emplois pour les jeunes et les femmes**.

### 1.7. Réorganisation

Pour la *réorganisation* du dispositif institutionnel d'insertion des jeunes, une Agence pour l'Emploi des Jeunes (AEJ) a été créée en 2015. L'ordonnance n°2015-228 du 08 avril 2015 portant création d'une Agence Nationale pour l'Insertion et l'Emploi des Jeunes, dénommée « **Agence Emploi Jeunes** » Elle a pour objectif de renforcer la coordination et le suivi des actions en faveur des jeunes. Celle-ci fonctionne comme un guichet unique de l'emploi pour les jeunes. Dans le nouveau dispositif d'insertion des jeunes, trois structures techniques soutiennent l'AEJ dans sa mission :

- l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (**AGEFOP**),
- L'Unité de Coordination des Programmes d'Emploi (**UCPE**)
- La Plateforme de Services (**PFS**<sup>7</sup>) : 14-40 ans.

De plus, il y avait différents programmes en faveur des jeunes tels que :

- Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (**THIMO**) avec l'**AGEROUTE** en partenariat. avec la **Direction générale de l'emploi** (DGE).
- Institut Ivoirien de l'Entreprise (**INIE**) encadrement des promoteurs de micros, petites et moyennes entreprises.
- Le Projet d'Assistance Post Conflit (**PAPC**) améliorer les opportunités de réinsertion économique et l'accès aux services sociaux des communautés et des individus affectés par le conflit.
- Le Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement (**SCAED**), vise à assurer une formation qualifiante idoine en vue de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en situation de précarité dans divers métiers à fort potentiel d'emploi. Initié depuis 2014 et effectif depuis Décembre 2017.

---

<sup>7</sup> PFS : Créée au départ pour coordonner les politiques d'emplois des jeunes, la Plateforme de services (PFS) est devenue autonome depuis 2012. Composée de l'AGEPE, de l'AGEFOP, du FDFP et du FNJ, pour renforcer la formation et l'insertion des jeunes. Elle a pour objectif de permettre à une population composée en majorité de jeunes d'acquérir les aptitudes et les qualifications nécessaires à leur insertion dans des emplois décents.

## II. Limites des politiques publiques d'insertion des jeunes

Malgré la volonté politique, les conditions de vie de la jeunesse en Côte d'Ivoire sont marquées par la précarité, notamment dans le domaine de l'emploi.

### 1.1. Inadéquation des formations

Cette inadéquation s'explique les formations proposées par le système éducatif. En effet, le système éducatif manque de formation à un métier. La formation du système éducatif n'est pas adaptée aux compétences spécifiques et opérationnelles recherchées par les employeurs, notamment dans les secteurs porteurs. Pourtant, la formation par apprentissage peut favoriser l'employabilité des jeunes et d'augmenter leurs chances d'accéder à l'emploi.

### 1.2. Coordination entre les programmes

Les différents programmes d'insertion et l'emploi des jeunes sont éparpillés entre plusieurs ministères, structures qui peinent à coordonner leurs actions sur le terrain.

Les confusions dans les attributions des différents ministères et structures partenaires génèrent des conflits de leadership qui détériorent la qualité des relations entre acteurs. La coordination des programmes est mise à mal par l'absence de concertation et consultation préalable des tous les partenaires impliqués dans l'exécution des programmes.

## Conclusion

Le Plan national de développement (**PND 2012-2015**), donne trois objectifs en matière d'emploi :

- l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi et du travail, notamment le cadre

Institutionnel et juridique.

- la facilitation pour les jeunes de l'accès à l'emploi à travers la planification de l'emploi public, la mise en place de mesures incitatives à la création d'emplois, la promotion de Travaux à haute intensité de main-d'œuvre (THIMO) dans la réalisation des investissements publics et le développement de l'insertion par l'entrepreneuriat.

- l'amélioration de la productivité du travail. Pour ce faire, la Côte d'Ivoire compte sur le renforcement du capital humain dans le secteur urbain informel et rural; sur la promotion de la formation continue dans le secteur formel, celle de la santé-sécurité du travail et l'instauration du dialogue social; sur le renforcement de la lutte contre le travail et la traite des enfants.

Toutefois, la politique de l'emploi reste centralisée dans les différents programmes de l'emploi.

On peut distinguer trois grandes catégories de programmes et de projets :

Les programmes destinés à la formation des demandeurs d'emploi

Les programmes destinés à la prospection et au placement des demandeurs d'emploi

Les programmes destinés au financement des micro et petites entreprises.

## BIBLIOGRAPHIE

- Ashby, Nathan J. and Miguel A. Ramos, (2013) :** Foreign direct investment and industry response to organized crime: The Mexican case,” *European Journal of Political Economy*, Vol. 30, Issue C, pp. 80–91.
- ASSOGBA GUEZERE, (2012).** Les taxis brousses togolais : une réadaptation des taxis collectifs imposée par la concurrence des taxis *European Scientific Journal* December 2016 edition vol.12, No.35 ISSN: 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431 motos dans les villes secondaires, In Conférence CODATU XV : “Le rôle de la modalité urbaine pour (re)modéliser les villes”, Addis Abeba (Ethiopie), 18 p.
- Barnes, P. and R. Oloruntoba, (2005) :** “Assurance of security in maritime supply chains: conceptual issues of vulnerability and crisis management,” *Journal of International Management*, Vol. 11, pp. 519–540.
- Barro, Robert J. (1996) :** “Democracy and Growth,” *Journal of Economic Growth*, Vol. 1, pp. 1–27.
- Bates, R. H. (2001) :** Prosperity and Violence. New York: Norton.
- Bates, R.H. (1973) :** “Ethnicity in Contemporary Africa Program in Eastern African Studies”, Working Paper XIV, Maxwell School, Syracuse University.
- Becker, G. S. (1968),** Crime and punishment: An economic approach. *Journal of Political Economy*, Vol. 66, No. 2, pp. 169–217.
- Bourguignon, F. (2001) :** “Crime as a social cost of poverty and inequality: a review focusing on developing countries,” in S. Yusuf, S. Evenett, and W.Wui (eds), *Facets of Globalization International and Local Dimensions of Development*, World Bank Discussion Paper Series (WDP) 415 (Washington: World Bank).
- Cârdenas M. (1993) :** "Crecimiento y convergencia en Colombia: 1950-89", *Planeacion y Desarrollo*, XXIV, ONP, Bogotá.
- Choucri, N. and North, R.C. (1972),** “Dynamics of International Conflict: Some Policy Implications of Population, Resources, and Technology.” *World Politics* 24, pp. 80-122.
- CNDHCI (2017).** Rapport sur les phénomènes des « gnambro » et « des mineurs en conflit avec la loi »
- Collier, P. (1988);** “On the Economic Consequences of Civil War”, World Bank, Washington, D.C.
- Collier, P. (1999),** “On the Economic Consequences of Civil War”. *Oxford Economic Papers* 51, pp. 169–183.

**Collier, P. and Hoeffler, A. (2002),** “On the incidence of civil war in Africa”, *Journal of Conflict Resolution* 46, pp. 13-28.

**Crettiez X., (2008),** *Les formes de la violence*, Paris, La Découverte.

**Detotto, C. and E. Otranto, (2009):** “Does more crime mean fewer jobs? An ARDL model,” CRENoS Working Paper 2009/05.

**Detotto, C. and Marco Vannini, (2009) :** “Counting the cost of crime in Italy,” Workshop on Applied Analyses of crime: Implications for cost-effective criminal justice policies, Porto Conte Research, October 26, 2009.

**Detotto, C. and M. Pulina, (2012) :** “Does more crime mean fewer jobs and less economic growth?” *European Journal of Law and Economics*, Vol. 36, pp. 183–207.

**Ehrlich, Isaac. (1973) :** Participation in Illegitimate Activities: A Theoretical and Empirical Investigation. *Journal of Political Economy*, Vol. 81: 521-565.

**Fajnzylber, P., D. Lederman, and N. Loayza, (2002a) :** “Inequality and violent crime,” *Journal of Law and Economics*, Vol. 45, pp. 1–39.

**Forni, Mario and Sergio Paba, (2010) :** “The sources of local growth: Evidence from Italy,” *Giornale degli Economisti, Annali di Economia*, Vol. 59, pp. 1–49.

**Glaeser, Edward, (1999) :** “An Overview of Crime and Punishment” (Washington: World Bank).

**González, F. (2003);** “Effective property Rights, Conflict and Growth”, University of British Columbia.

**Goulas, E. and A. Zervoyianni, (2013),** “Economic growth and crime: does uncertainty matter?,”

*Applied Economics Letters*, Taylor & Francis Journals, vol. 20(5), pp. 420–427.

**Grossman, H. and M. Kim (1996);** “Predation and Accumulation”, *Journal of Economic Growth*, Vol. 1, No. 3 (september).

GSDRC : Governance-Social Development-Humanitarian-Conflict/ Topic Guide for Conflict Analysis (2017)

**Institute for Peace and Conflict Resolution,IPCR (2003) :** Strategic Conflict Assessment:

Consolidated Zonal Reports Nigeria, Federal Government of Nigeria, The Presidency, Abuja.  
*Journal of Sustainable Development Studies* ISSN 2201-4268 Volume 5, Numéro 2, 2014, 116-144 Mercy Corps 2015

**OMS (2002) :** Rapport mondial sur la violence et la santé, Gèneve.

**Kouakou C. (2010) :** Politique active d'emploi et employabilité des jeunes dans la ville d'Abidjan, document de travail, DT/159/2010

**Kra Kouamé Walter (2016) :** Ethnography of crime in small-scale public transport hubs in Abidjan, Les Cahiers du CELHTO, N° 002 (2), Décembre 2016.

**Orindi BO, Maina BW, Muuo SW, Birdthistle I, CarterDJ, FloydS, et al. (2020):** Experiences of violence among adolescent girls and young women in Nairobi's informal settlements prior to scale-up of the DREAMS Partnership: Prevalence, severity and predictors. PLoS ONE 15(4):e0231737.[https://doi.org/ 10.1371/journal.pone.0231737](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0231737).

**Robles, Gustavo, Gabriela Calderon, and Beatriz Magaloni, (2013),** "The economic consequences of drug violence in Mexico," Inter-American Development Bank Working Paper No. 83734 (Stanford, California: Inter-American Development Bank).

**Rapport sur l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel en Côte d'Ivoire (INS/ERI-ESI, 2017).**

**Solomon W. Polachek Daria Sevastianova (2010) :** Est-ce que Conflict Disrupt croissance? Preuve de la relation entre instabilité politique et performance économique nationale ; Document de discussion IZA n ° 4762, février 2010

**Verdugo-Yepes, Peter Pedroni et Xingwei Hu (2015):** Criminalité et économie dans les États mexicains: estimations d'un panel hétérogène (1993-2012) : document de travail du FMI

**World Bank (2007).** Crime, Violence, and Development: Trends, Costs, and Policy Options in the Caribbean. Report No. 37820. United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) and World Bank.

[www.annualreviews.org](http://www.annualreviews.org) • Conflict and Development 289 Changes may still occur before final publication online and in print

## Table des matières

Sommaire .....	3
Liste des tableaux et figures .....	3
Introduction .....	4
CHAPITRE 1 : Fondements théoriques et empiriques de la violence .....	6
I. Les fondements théoriques de la violence.....	6
1.1 Typologie de la violence .....	7
1.2. Mesure de la violence .....	9
1.3. Racines de la violence .....	9
II. Fondements empiriques de la violence .....	9
2.1. Jeunes et la violence.....	9
CHAPITRE 2 : Analyse de la violence en Côte d'Ivoire.....	12
I. Analyse du contexte socioéconomique .....	12
1.1. Evolution de la situation économique et sociale .....	12
1.2. Situation de la pauvreté et des inégalités en Côte d'Ivoire .....	13
II. Evolution de la violence, de l'emploi et du chômage des jeunes en Côte d'Ivoire .....	13
2.1. Au niveau de la justice.....	13
2.1. Au niveau de la police.....	15
II. Politiques de lutte contre la violence des jeunes.....	17
Chapitre 3 : Relation entre employabilité et violence .....	19
I. Relation entre employabilité et violence .....	19
1.1. Relation entre violence et croissance économique .....	19
1.2. Effets de l'emploi sur la violence .....	22
II. Evolution de la violence chez les jeunes.....	25
III. Evolution de l'emploi et du chômage des jeunes en Côte d'Ivoire .....	26
3.1. Population en âge de travailler et structure de la main d'œuvre.....	26
IV Alternatives de résilience des jeunes face à la crise du chômage et à la pauvreté .....	35
4.1. Les rentiers de la violence dans les transports (phénomène des gnambro) .....	36
4.2 .La reconversion dans des activités informelles (phénomène des taxis moto impliquant notamment des ex-combattants) .....	37
Chapitre 4 : les politiques publiques d'insertion et leurs limites .....	38
I. Cadre réglementaire et institutions des politiques publiques d'insertion des jeunes .....	38
1.1. Retour à la terre en 1985 .....	38
1.2. Plan national de l'emploi .....	38



1.3. Création d'agence de formation et d'emploi.....	38
1.4. Succession de programmes .....	39
1.5. Réinsertion et réintégration.....	40
1.6. Relance.....	40
1.7. Réorganisation .....	41
II. Limites des politiques publiques d'insertion des jeunes.....	42
1.1. Inadéquation des formations .....	42
1.2. Coordination entre les programmes .....	42
Conclusion.....	42
BIBLIOGRAPHIE .....	44